



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Domaine : SCIENCE DE LA SOCIETE

Mention : ECONOMIE

Grade : MASTER PROFESSIONNEL

Parcours : FINANCES



Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme de Master II Professionnel
ès-Sciences Economiques

ENJEUX DE LA MALNUTRITION DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE MADAGASCAR

Par : **DAHIMENA Fanny Davina**

Date de soutenance : 06 Avril 2018

Membre du jury :

Président du Jury : Professeur RANDRIANALIJAONA Tiana Mahefasoa
Maître de Conférences

Rapporteur : Professeur RANDRIAMANAMPISOA Holimalala
Maître de Conférences

Examineur : Professeur RAMAROMANANA Andriamahefazafy Fanomezantsoa
Maître de Conférences

Année Universitaire : 2017-2018

REMERCIEMENTS

En premier lieu, nous tenons à rendre grâce au Seigneur Tout-puissant, Omnipotent et Omniprésent pour sa bienveillance et sa bénédiction. Son appui a rendu possible le présent travail.

Nous tenons à adresser nos sincères remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail.

Nous exprimons notre haute et fidèle considération à Monsieur RAMAROMANANA Andriamahefazafy Fanomezantsoa, chef de Département ès-Sciences Economiques, qui nous a autorisé la conception et l'élaboration de ce travail.

Nous remercions le Dr RANDRIAMANAMPISOA Holimalala pour ses directives, ses conseils et surtout le soutien moral qu'elle nous a prodigué tout a long de l'élaboration de ce travail, nous lui exprimons notre profonde reconnaissance.

Nous remercions particulièrement le Professeur MANDRARA Eric Thosun pour son soutien.

Nos remerciements s'adressent aussi à qui a accepté de prendre part à notre jury.

Nous remercions aussi tous les Enseignants Chercheurs du département économie, car ils ont contribué à notre formation.

Par ailleurs, notre gratitude est destinée à :

- Toutes les personnes qui ont accepté de nous recevoir généreusement et répondre à nos questions.
- Notre famille et à nos amis, pour leur soutien lors de la réalisation de ce travail.
- Tous ceux, nombreux que nous n'avons pas cités, et qui, de près ou de loin ont contribué à l'élaboration de ce mémoire.
- Enfin, à nos parents, qui se sont consacrés et sacrifiés pour nous donner la meilleure éducation, trouvent ici l'expression de notre affectueuse considération.

A toutes ces personnes de bonne volonté, nous réitérons une fois de plus nos vifs remerciements.

SIGLES ET ACRONYMES

-ACN	: Agent Communautaire de Nutrition
-AGR	: Activité Génératrice de Revenu
-BIT	: Bureau International du Travail
-BNGRC	: Bureau National de Gestion de Risque et de Catastrophe
-CEG	: Collège d'Enseignement Générale
-CNaPS	: Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale
-CRNE	: Centre National de Recherche sur l'Environnement
-CFSVA	: Comprehensive Food Security, Nutrition Security, and Vulnerability Analysis
-DARSE	: Direction d'Appui à la Recherche Scientifique Environnementale
-DSRP	: Document Stratégique pour la Pauvreté
-EDS	: Enquête Démographique et Santé
-EMGF	: Economie de Ménage et Groupement des Femmes
-EPM	: Enquête Permanente auprès des Ménages
-EPP	: Ecole Primaire Public
- EPT	: Education Pour Tous
- FANOME	: Fonds d'Approvisionnement Non-stop en Médicaments Essentiels
-FID	: Fond d'Intervention pour le Développement
- HIMO	: Haute Intensité de Main-d'œuvre
-IDE	: Investissement Direct Etranger
-INSTAT	: Institut National de la Statistique
-MCP	: Marché de Concurrence Pure et Parfaite
-MRAD	: Ministère de la Recherche Appliquée au Développement
-MAP	: Plan d'Action pour Madagascar
-ODD	: Objectif du Développement Durable
-OIT	: Organisation Internationale du Travail
-OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
-OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
-ONG	: Organisation Non Gouvernementale
- OSTIEs	: Organisation Sanitaire Interentreprises
-PAUSENS	: Projet d'Appui d'urgence aux Service Essentiel de Nutrition et e Santé
-PGE	: Politique Générale de l'Etat
- PIB	: Produit Intérieur Brut

- **PME** : Petite et Moyenne Entreprise
- PNAN II** : Plan National d'Action en Nutrition II
- PNAN III** : Plan National d'Action en Nutrition III
- PND** : Plan National de Développement 2015-2019
- PNN** : Politique Nationale de Nutrition
- PNNC** : Programme National de Nutrition Communautaire
- PPA** : Parité de Pouvoir d'Achat
- PPN** : Produit de Première Nécessité
- SMIG** : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
- TDCI** : Troubles dus à la carence en iode
- UNICEF** : United Nations of International Children's Emergency Fund
- U-PNNC** : Unité de Programme National de Nutrition Communautaire
- WFP** : World Food Program

GLOSSAIRES

Bonne alimentation : une alimentation saine et équilibrée pour se sentir bien dans son corps

Capital humain : le stock des capacités humaines économiquement productives.

Croissance économique : Augmentation sur une longue période du Produit National Brute réel par tête.

Développement : évolution des mentalités et des institutions qui permet l'apparition de la croissance économique.

Malnutrition : Un état qui résulte de carences en nutriments.

Gouvernance : l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans le cadre de la gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux. La gouvernance est une notion objective qui comprend les mécanismes, les processus, les relations et les institutions complexes au moyen desquels les citoyens et les groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits et assument leurs obligations et auxquels ils s'adressent afin de régler leurs différends.

Protection sociale : il s'agit d'un processus par lequel une famille reçoit de l'aide pour satisfaire ses besoins immédiats et d'appui, d'accompagnement, de renforcement selon ses capacités et ses activités entreprises afin qu'elle puisse atteindre à moyen ou à long terme, son autopromotion de par son objectif et ses besoins bien définis.

Vulnérabilité : elle est définie comme un degré d'exposition d'une personne au risque de perdre ou de ne pas atteindre une situation de bien être en combinaison avec une capacité réduite de se protéger et de se défendre des adversités dans le cadre de la protection sociale.

Supplémentation alimentaire : est le fait d'utiliser un supplément (ou complément alimentaire) pour pallier une carence.

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1 : Manifestation et impact de la malnutrition à Madagascar	11
Figure 2 : Prévalence des Chocs – Ménages Touchés (%)	18
Figure 3: Représentation graphique du tableau 2 (Etat nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans selon EDS 2008-2009 et le TNA 2012-2013).....	23

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans selon EDS 2008-2009	9
Tableau 2: Etat nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans selon EDS 2008-2009 et le TNA 2012-2013.....	22
Tableau 3: Evolution du taux de redoublement et du taux d'abandon par sexe.....	24
Tableau 4: Résumé des conséquences économiques de la malnutrition chronique	27
Tableau 5: Superficies économiques, production, rendement, et revenu agricole par ménage pour quelques produits de substitution du riz.....	40
Tableau 6: Vente subventionnée des produits alimentaires de base par Tsena Mora	47
Tableau 7: Comportement des mères avant la formation en 2016.....	54
Tableau 8: Résultats économique dans 04 régions.....	55

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : REVUE LITTERATURE SUR LA MALNUTRITION A MADAGASCAR ..	3
Chapitre I- CONCEPT DE LA MALNUTRITION A MADAGASCAR	4
Section 1 : Définition des termes associé à la malnutrition	4
Section 2: Caractéristiques de la Malnutrition	7
Chapitre II : MALNUTRITION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE A MADAGASCAR	12
Section 1 : Liens entre la pauvreté et la malnutrition.....	12
Section 2 : conséquence de la malnutrition sur le développement économique de Madagascar.....	19
PARTIE II : LES DIFFERENTES MESURES POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION.....	30
Chapitre I : ANALYSE DES CONTRAINTE DE LA MALNUTRITION A MADAGASCAR	31
Section 1 : Environnement interne	31
Section 2 : Politique pour lutte contre la malnutrition à Madagascar	33
Section 3 : Booster l’agriculture.....	41
Chapitre II : L’IMPORTANCE DE LA PROTECTION SOCIALE	44
Section 1 : Protection sociale et Malnutrition	44
Section 2: Les impacts nutritionnelles de la protection sociale.....	45
Section 3 : Mesure pérenne pour lutter contre la malnutrition.....	52
Chapitre III : PISTE DE REFLEXION POUR L’AMELIORATION DES POLITIQUE EN MATIERE DE MALNUTRITION A MADAGASCAR	62
Section 1 : Concernant le politique de l’Etat.....	62
Section 2 :La croissance économique pour lutter contre la malnutrition	63
Section 3: Développement local.....	63
CONCLUSION	66

INTRODUCTION

La population malgache est confrontée à des divers risques. L'un de ces nombreux risques est la malnutrition. Ce dernier est la conséquence d'une alimentation insuffisante en qualité comme en quantité. Plus de 50 % des enfants de moins de 5 ans ont atteint de la malnutrition. Le taux de la malnutrition est estimé à 47,3%¹, ce taux concerne plus particulièrement les enfants moins de 5 ans. Madagascar est l'un des pays où le taux de la malnutrition chronique est encore élevé. De l'autre côté, le taux de la pauvreté est estimé à 76,50%² dans l'ensemble du pays (82,2% en milieu rural et 54,2% en milieu urbain, la majorité des ménages vivent en dessous du seuil de la pauvreté. Ainsi ce travail va se concentrer sur l'enjeu de la malnutrition sur notre développement économique. Les populations les plus démunies sont le plus touchées par ce fléau. A Madagascar, dès l'instant où les enfants sont conçus jusqu'à leur naissance, et tout au long de leur vie, les individus se sont heurtés à des risques et subissent des chocs susceptibles de compromettre leur bien-être.

La malnutrition des enfants a une conséquence grave sur le développement d'un pays. Le développement des enfants assure l'avenir d'un pays. La nutrition est l'une des clés de la réussite d'un pays. La malnutrition est une menace pour le développement d'un pays au vue de ces conséquences comme la maladie chronique, le handicap intellectuel et affecte la production des richesses.

Les pays sous-développés, comme Madagascar, se trouvent encore dans le besoin physiologique. Le besoin fondamental c'est la nécessité vitale, c'est à dire essentielle à l'être humain pour se maintenir en vie et assurer son bien-être. L'un des besoins vitaux est la besoin en alimentation.

Pour assurer sa croissance et l'entretien de ses tissus, l'individu doit consommer des aliments de qualité (nutriments, vitamines) et en quantité suffisante. Il doit absorber une quantité suffisante de liquide pour compenser les pertes hydriques et ainsi satisfaire un bon fonctionnement de l'organisme. La satisfaction de ce besoin est influencée par l'âge de l'individu et la croissance, l'activité physique, l'horaire des repas, le climat, les émotions et enfin le statut socio-économique.

¹ PNAN III

² EPM 2010

Parler de la malnutrition aujourd'hui est à la fois simple et difficile du fait qu'elle inclut dans son domaine la vie quotidienne de tout le monde. A Madagascar, il existe bon nombre d'ONG et institution qui combat la malnutrition mais ce qui nous intéresse c'est le moyen de lutte contre la malnutrition pour un développement du pays que le gouvernement fournit à la population. Dans notre pays le combat contre la malnutrition est complexe. L'éradication de ce fléau est une combat sans fin pour le moment, est encore loin si on compare à celui des pays développés, Madagascar étant encore un des pays les plus pauvres du monde, nous avons encore une longue marche à faire dont le social s'impose en priorité. D'où l'intérêt de ce mémoire qui porte sur le thème : « **Enjeux de la malnutrition sur le développement économique de Madagascar** ».

Ce constat nous amène à nous poser la question : Dans quelles mesures l'amélioration de la malnutrition pourra apporter du développement économique à Madagascar ?

Afin de répondre à cette question, ce mémoire se subdivise en deux parties, à savoir :

- La première partie : revue littérature sur la malnutrition à madagascar .
- La seconde partie : les différentes mesures pour lutter contre la malnutrition

Le choix de ce thème se justifie par notre conviction qu'un allègement du poids de la pauvreté est nécessaire et doit considérer la malnutrition. La description et l'analyse de ce sujet nous permettront d'apporter notre point de vue sur les modalités d'éradication de ce fléau.

Afin d'aboutir aux résultats, nous avons procédé pour notre recherche à une double perspective, qui combine les méthodes et des instruments tant qualitatifs que quantitatifs.

PARTIE I : REVUE LITTERATURE SUR LA MALNUTRITION A MADAGASCAR

Cette première partie de notre travail concerne la malnutrition et le développement économique à Madagascar. Dans ce cas, il est important d'analyser les causes, les formes et conséquences de la malnutrition au niveau international que national. Il sera aussi discuté les conséquences de la malnutrition sur l'économie et la vie sociale de la population. Madagascar fait partie des pays pauvres au monde où la malnutrition est très flagrante.

Chapitre I- CONCEPT DE LA MALNUTRITION A MADAGASCAR

Dans ce premier chapitre, nous abordons le concept de la malnutrition. Ce problème socio alimentaire est très visible chez les enfants de 0 à 5 ans. Nous expliquons de suite les définitions et types de malnutrition. Au fond, la malnutrition est confondue par les gens à la sous nutrition.

Section 1 : Définition des termes associé à la malnutrition

1-Malnutrition

Beaucoup sont les termes et aspects pour définir la malnutrition dans le domaine scientifique ou social ou économique. La malnutrition est un problème de consommation en matière alimentaire, et les habitants des pays pauvres qui sont les plus touchés à l'exemple de Madagascar. C'est un état pathologique résultant une inadéquation par excès ou par défaut entre les apports alimentaires et les besoins de l'organisme

La malnutrition, d'après le dictionnaire Larousse : « état nutritionnel qui s'écarte de la normale définie par les physiologistes et qui est la conséquence d'une alimentation mal équilibrée en quantité et/ou en qualité ». En d'autre terme c'est une forme de mauvaise alimentation d'une personne, en quantité qu'en qualité. C'est un état pathologique résultant une inadéquation par excès ou par défaut entre les apports alimentaires et les besoins de l'organisme. Les déficiences en micronutriments, dans le sujet de la malnutrition sont nombreuses mais les plus courantes sont: la carence en vitamine A, la carence en fer, la carence en iode. Ces carences, que ce soient isolées ou ensemble causent toutes des mauvais impacts.

Dans la pratique, tout le monde sans exception, peut être sujet à la malnutrition, mais les enfants et les habitants des zones rurales qui sont les plus concernés. A cause d'un manque de consommation ou de manque de consommation de nourriture variée constitue la malnutrition. La malnutrition se traduit par un déséquilibre entre les apports en éléments nutritifs et les besoins de l'organisme. Quand ces apports sont insuffisants, l'organisme s'affaiblit. La graisse disparaît en premier, puis les muscles fondent peu à peu. La malnutrition peut aussi être le résultat d'un excès d'un ou plusieurs nutriments essentiels, pendant une période prolongée.

La malnutrition, plus particulièrement le retard de croissance provoque des effets irréversibles sur le développement physique et cognitif de l'enfant. En effet, parmi les causes sous-jacentes de la malnutrition qui cause de plus du 1/3 des décès chez les enfants de moins

de 5 ans en est la malnutrition maternelle et infantile. Ensuite, cet aspect de la malnutrition vient nous indiquer que la pauvreté sévit dans un pays où son taux est élevé. En plus, l'autre aspect est la malnutrition aiguë qui reste un grave problème à Madagascar. Cette dernière à son tour est un problème de santé publique.

Elle touche principalement les enfants, surtout les moins de 5 ans, et provoque un taux de mortalité infantile élevé : 56% des morts chez les enfants sont attribuables aux effets de la malnutrition, dont 83% sont attribués à la malnutrition modérée et non à la malnutrition sévère. Il s'agit là d'un phénomène silencieux mettant en danger les couches de la population vulnérables à cet effet. Le 4 décembre 2015 – Madagascar fait partie du V20, un groupe de 20 pays vulnérables dont le développement pourrait être sérieusement compromis par le changement climatique. Située dans l'océan Indien, l'île est l'un des pays d'Afrique les plus exposés aux cyclones et doit se préparer à des tempêtes deux fois plus violentes qu'actuellement³.

Non seulement, la malnutrition est un signe du non développement d'un pays mais aussi l'impact d'un mauvais investissement sur ce pays. Le manque de nourriture ou diversités de nourriture, le manque d'argent pour acheter les choses à manger sont parmi les causes irréversibles de la malnutrition dans un pays. La malnutrition regroupe ces trois éléments : la sous-alimentation, suralimentation et la mauvaise assimilation.

2-Sous-alimentation

La sous-alimentation (ou sous-nutrition) est un état de manque important de nourriture caractérisé par un apport alimentaire insuffisant pour combler les dépenses énergétiques journalières d'un individu et entraînant des carences nutritionnelles. Chez l'être humain, la sous-nutrition prolongée entraîne des dommages irréversibles aux organes et, finalement, la mort.

Il convient de distinguer la sous-nutrition de la malnutrition, qui associe également une forte dimension qualitative.

3-Suralimentation

C'est une ingestion régulière d'une quantité de nourriture supérieure à la ration d'entretien. En diététique, on parle de suralimentation lorsque la quantité d'aliments ingérés dépasse largement celle qui est recommandée pour garantir l'apport énergétique nécessaire au

³Rapport annuel 2015 ONN Primature

bon fonctionnement de l'organisme. La boulimie est un trouble du comportement alimentaire caractérisé par une suralimentation. La personne mange de façon incontrôlable sans faim ni plaisir.

Il est causé par la mauvaise alimentation par manque de temps et la multiplication de repas rapide. Selon l'OMS, plus d'un milliard d'adulte dans le monde sont en surpoids. Les conséquences de la suralimentation sont nombreux comme le surpoids, l'obésité, l'accroissement des risque d'affectation chroniques : maladie cardio-vasculaire, diabète, cholestérol, certain cancer, hypertension.

4-La mauvaise assimilation

Tout d'abord, il important de savoir l'assimilation qui désigne en biologie le processus par lequel des substances et des matériaux extérieurs aux corps sont transformés en substances et matériaux intérieur aux corps. Une assimilation est une propriété que possèdent les organismes vivants, à savoir de pouvoir reconstituer leurs propre substance à partir d'éléments puisés dans le milieu et transformés par la digestion. C'est donc un processus par lequel les être organisés transforment les matières qu'ils absorbent en leur propre substance.

Par contre la malabsorption c'est une trouble de l'absorption intestinale des nutriments (glucide, lipide, protéine). Les carence par mauvaise assimilation sont nombreux, elle concerne le plus souvent le calcium, l'iode, le fer, le magnésium. D'autre chose concernant la malnutrition mérite de voir de près comme l'insécurité alimentaire.

5-Insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire se définit par une consommation d'aliment moins de 2300 Kcal par une personne.

La situation de l'insécurité alimentaire à Madagascar est très préoccupante avec un tiers des ménages sont classé dans la situation d'insécurité alimentaire sévère (PNAN III). Seul 17% des ménages sont considérer en état de sécurité alimentaire (PNAN II).

"La sécurité alimentaire existe lorsque les individus, à tout moment, ont un accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, saine et nutritive, conforme à leurs besoins et préférences alimentaires qui leur permettront d'avoir une vie active et saine. Les quatre piliers de la sécurité alimentaire sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité"⁴.

⁴Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, Rome 2012

D'après, l'Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, et de la Vulnérabilité : « les ménages agricoles sont plus sujets à l'insécurité alimentaire. Environ 36 pour cent de ces ménages sont en insécurité alimentaire ».

Section 2: Caractéristiques de la Malnutrition

1-Différents types de la malnutrition

Comme étant une maladie, la malnutrition peut avoir quelques types. Il existe deux grandes formes de malnutrition : la malnutrition aigüe et la malnutrition chronique. De ce fait, selon La Banque Mondiale⁵, le changement climatique pourrait avoir un impact dramatique sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les infrastructures de ce pays où 93 % de la population vivent avec moins de 3.10 dollars par jour (en PPA) et où la survie de près de 90 % des pauvres passe par l'agriculture. À l'heure actuelle, un enfant sur deux souffre de malnutrition chronique. Selon toujours des estimations de la Banque mondiale en 2016, plus de 4 millions de Malgaches vivent dans des zones exposées aux ouragans et aux inondations. Les cyclones qui ont frappé le pays en 2014 et 2015 ont dévasté plus de 40 000 hectares de rizières, détruisant deux retenues d'eau et charriant d'importants volumes de sédiments dans les champs. Maisons, écoles et dispensaires ont été endommagés ou détruits et les rares routes revêtues de la région ne sont plus qu'une succession de trous béants. Les pistes et sentiers sont devenus pour la plupart impraticables et dangereux. Les pertes de récoltes se sont traduites par une hausse immédiate de l'inflation, qui a atteint 7,9 % en mars 2015, contre 6 % en moyenne en 2014. Ainsi, Madagascar n'est pas épargné par la malnutrition et la sous nutrition, à cause de ces obstacles du développement.

1-1-La malnutrition aigüe

La malnutrition aigüe : elle est la première des formes de la malnutrition, 20 millions d'enfants sont atteints par cette forme de malnutrition dans le monde. Elle se détecte lorsqu'on évalue le rapport Poids / Taille⁶. Elle présente un signe extérieur : « Il est trop maigre », avec une prévalence importante entre 0 et 24 mois chez les individus. La malnutrition aigüe se développe rapidement, en lien avec une situation ponctuelle de manque ou de manques répétés (période de soudure, épidémie sévère, changement soudain ou répété dans le régime alimentaire, conflit). Il existe deux types de malnutrition aigüe : aigüe modérée et aigüe sévère

⁵ Rapport mondial sur la nutrition, ONU, Année 2015

⁶UNICEF Août 2011

a- La malnutrition aigüe modérée

La malnutrition aigüe modérée se caractérise par une perte de poids modérée. La réponse de l'Unicef : Alimentation à base de produits de farine (80% de maïs et 20% de soja), enrichie en minéraux et vitamines. Pour les cas de malnutrition aigüe modérée, l'hospitalisation n'est pas nécessaire.

b-La malnutrition aigüe sévère

La malnutrition aigüe sévère se caractérise par une perte de poids très importante. Un enfant dont la circonférence du bras est inférieure à 111 mm (mesuré grâce au bracelet brachial) a de fortes chances d'être atteint de malnutrition aigüe sévère. La malnutrition aigüe sévère est responsable de la plupart des décès d'enfants de moins de 5 ans dans le monde. Elle fait l'objet d'une urgence médicale et nécessite une prise en charge rapide et efficace. Comme dans les cas de malnutrition chronique, l'enfant atteint de malnutrition aigüe est confronté à un très grand risque de maladies (diarrhées, paludisme) et de mortalité. Parmi les formes de malnutrition aigüe, deux types sont d'une extrême gravité⁷ :

- **Le marasme** : l'enfant paraît très amaigri, sa peau est flétrie.
- **Le kwashiorkor** : l'apparition d'œdèmes, notamment sur les pieds et le visage.

1-2-La malnutrition chronique

La malnutrition chronique se développe lentement, en lien avec une situation de pauvreté structurelle, notamment quand l'alimentation n'est pas équilibrée (exemple : ne manger que des céréales, sans autres aliments, peut provoquer un état de malnutrition chronique). Les statistiques officielle accusent que 50,10 % des enfants malgache de moins de 5 ans sont atteint de la malnutrition chronique, dont 26,40% de forme sévère⁸.

Après la malnutrition aigüe, la malnutrition chronique est la forme la plus dangereuse de ce fléau. 55 millions d'enfants sont atteints par cette forme de malnutrition dans le monde. Elle se détecte lorsque l'on évalue le rapport Taille / Âge. Elle présente un signe extérieur : « Il est petit pour son âge » avec une prévalence importante entre 24 et 36 mois chez les individus. La malnutrition chronique se développe lentement, en lien avec une situation de pauvreté structurelle, notamment quand l'alimentation n'est pas équilibrée (exemple : ne manger que des céréales, sans autres aliments, peut provoquer un état de malnutrition chronique).

⁷UNICEF Août 2011

⁸ PNAN III

Si un enfant est atteint de malnutrition chronique pendant une période prolongée, il souffrira rapidement d'un retard de croissance, en comparaison à un autre enfant de son âge. Ses défenses immunitaires sont très affaiblies, et de ce fait, il est davantage confronté aux risques de maladies (diarrhées, paludisme).

Le retard de croissance : l'enfant est très petit par rapport à son âge exact si on fait la comparaison avec un enfant qui mange une bonne alimentation. On dirait qu'ils n'ont pas le même âge. Il est irréversible si l'enfant dépasse la deuxième année car c'est entre 0 à 24 mois que son cerveau se développe. Si la malnutrition chronique n'est pas traitée en cette tranche d'âge, cela entraîne des graves conséquences à son développement intellectuel et à l'avenir tout entier de l'Etat.

Selon le PNAN II, on trouve le cas de la malnutrition chronique dans tout Madagascar c'est-à-dire dans les 22 régions ce qui nous amène dans la prochaine section.

2- Taux de la malnutrition (dans tout Madagascar)

Tableau 1: Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans selon EDS 2008-2009

REGIONS	Taux de la malnutrition chronique	
	Global (%)	Sévère (%)
AlaotraMangoro	55,7	29,8
Amoron'i Mania	70,6	41,70
Analamanga	50	25,3
Analanjirifo	55,7	26,3
Androy	55,5	30,7
Anosy	57,5	40,8
AtsimoAndrefana	41,6	16,4
AtsimoAtsinanana	46,0	24,2
Atsinanana	51,6	30,9
Betsiboka	18,2	9,3
Boeny	44,7	23,5
Bongolava	51,10	30,40
Diana	36,8	20,7
Haute Matsiatra	63,10	31,3
Ihorombe	49,50	25,30
Itasy	50,00	31,30
Melaky	30,7	14,5
Menabe	43,30	16,8
Sava	41,3	19,3
Sofia	36,50	13,90
Vakinankaratra	57,10	33,50
VatovavyFitovinany	48,90	26,50
MADAGASIKARA	50,10	26,40

Source : PNAN II (2012-2015)

Comme ce tableau indique, il y a certaine région où le taux de la malnutrition chronique global est plus de la 50% à ne pas citer que Haute Matsiatra, Amoron'i Mania, Anosy, Vakinankaratra.

Madagascar est parmi les pays les plus touchés par la malnutrition dans le monde. Dans les tranches d'âge de la population touchée, les taux d'affection de cette maladie varient d'une tranche à l'autre, et d'une zone à l'autre. Habituellement, les enfants de 0 à 23 mois ont un meilleur état nutritionnel que leurs aînés. Pourvu que leur alimentation soit assurée principalement par l'allaitement maternel. Toutefois, dans cette tranche d'âge, une détérioration graduelle a commencée à être observée, notamment durant le troisième trimestre entre juillet et septembre de chaque année. Les enfants de moins de 2 ans sont pourtant alimentés en grande partie au sein. Ceci implique que les mères prennent du temps à la recherche des nourritures, préoccupées par leurs quotidiens, plus qu'à l'allaitement de leurs enfants.

Par contre, l'habitude alimentaire à partir de 24 au 59 mois est conditionnée par les connaissances des parents sur les pratiques alimentaires et la disponibilité des aliments dans chaque foyer. Ce dernier aspect, diffère également selon le milieu d'habitation (rurale ou urbain), et selon la Région. En outre, les connaissances des parents restent élémentaires malgré les séances d'éducation nutritionnelle effectuées par les intervenants, entre autre, elles sont aussi conditionnées par les possibilités (moyens financières), la disponibilité, accessibilités des produits pour chaque foyer.

Entre autre, la situation nutritionnelle de chaque région est versatile, confirme ainsi, l'importance de l'activité de surveillance de la croissance ; dont jusqu'ici, nous pouvons l'affirmer par le présent.

En 2015, le total des enfants de 0 à 5 ans suivis au niveau des sites communautaire fonctionnels sont estimés à 766.574 enfants. La tendance est en baisse depuis juillet 2015, par rapport à l'année dernière. Parmi les causes de cette tendance à la baisse en est la limite de la zone d'intervention du projet PAUSENS.

Une partie des services faits du Programme National de Nutrition Communautaire dans le pays (PNNC) est restée impayé par l'Office National de Nutrition (ONN). En effet, l'ONN a dû procéder à la suspension de la convention de partenariat avec les ONG locaux. Ces dernières travaillent en partenariats avec le PNNC sur le financement des activités au niveau des sites communautaire depuis.

Les 10% les plus aisés (en termes de consommation par tête) ont un niveau de vie 6,1 fois supérieur à celui des plus pauvres. Les inégalités semblent s'être creusées, puisque ce

rapport était de 5,4 en 2010. De même l'indice de Gini se situe à un niveau très élevé (41% en 2012, 40% en 2010). Ces inégalités, associées au niveau structurellement élevé de la pauvreté, appellent à des réponses politiques fortes surtout en milieu rural.

Une étude de coût de la faim a été initiée par l'ONN, INSTAT, et le WFP, en 2015. Le modèle de l'étude sert à évaluer le nombre de cas supplémentaires de morbidité, de mortalité, de redoublement, d'abandon scolaire et de réduction des capacités physiques pouvant être directement attribués au fait qu'un individu a souffert de sous-nutrition avant l'âge de cinq ans. Nous avons recueilli comme suit les taux d'atteinte de la malnutrition à Madagascar :

39% des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance.

- 19 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aigüe
- 38 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale

Représentation graphique du taux d'atteinte de la Malnutrition :

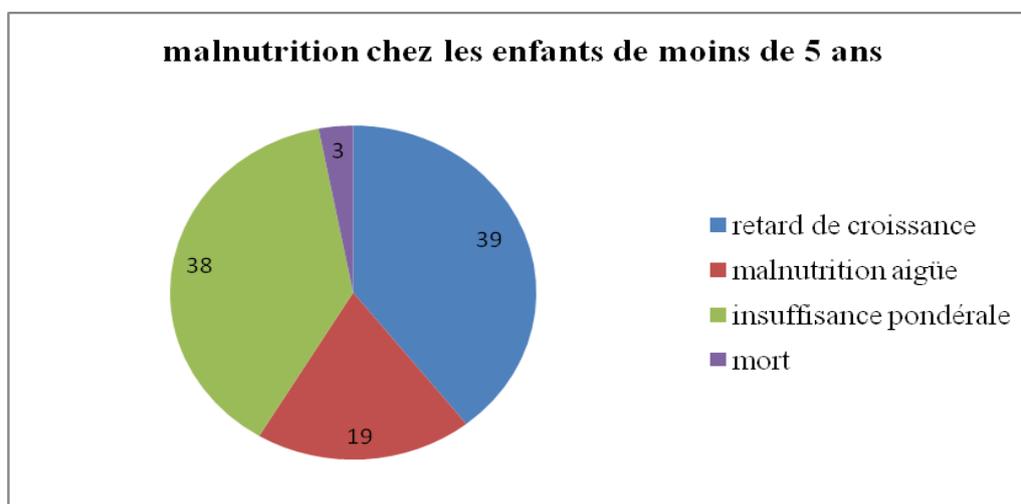


Figure 1 : Manifestation et impact de la malnutrition à Madagascar

Ce tableau semble très convaincant et indique que la malnutrition est un danger pour toute la société. Rappelons aussi selon les études menées par les services nationaux⁹ de la nutrition à Madagascar en 2015, que plus de 70% des gens vivant en milieu rurale. 76% de la population n'atteignent pas le niveau minimum d'apport calorique de 2 133 kcals par jour en 2012 et la Région Atsimo Atsinanana enregistre la proportion la plus élevée avec 89,7%. Sur les 8,2% de la population qui a moins de 5 ans, 47,3% sont atteints de la malnutrition chronique. L'insuffisance pondérale affecte par contre 32,4% de ces enfants. L'insécurité alimentaire s'est amplifiée au fil du temps. En 2010, elle a affecté 35,0% des ménages malgaches contre 25,0% en 2005 (CFSVA+N, 2010)¹⁰.

⁹ Rapport ONN année 2015

¹⁰ Analyse Global de la Sécurité Alimentaire Nutritionnelle et de la vulnérabilité, 2010- Rapport Madagascar

Chapitre II : MALNUTRITION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE A MADAGASCAR

La malnutrition est à la fois la cause et la conséquence la pauvreté, l'impact négatif de la malnutrition se répercutent sur toute l'économie. Il nuit à la croissance économique et perpétue la pauvreté.

Section 1 : Liens entre la pauvreté et la malnutrition

La pauvreté extrême touche 77,8%¹¹ de la population en 2012 associée à la situation géographique, c'est-à-dire, urbain ou campagne, à la taille du ménage, à la présence de jeunes enfants, une femme à la tête du ménage et à des niveaux moindre ou utilisation des actifs clés, tel que le travail, l'éducation, les biens physiques, les services de base, le crédit et le capital social. La situation de mauvaise conjoncture notamment nationale les plus ardues sont celle liée aux différentes crises politiques et socio-économiques successive qui sont apparues au fil des années.

1-Causes de la malnutrition chronique à Madagascar

1-1-Cause immédiat au niveau individuel

a-Apport nutritionnel insuffisant ou inadéquat

Bon nombre des personnes ignore les valeurs nutritionnelles des alimentations. Ce qui explique le fait qu'elle ne diversifie pas leurs alimentations. De l'autre côté, les rumeurs qui circulent dans la société à cause de l'ignorance aggravent la situation de la malnutrition comme par exemple le faite d'interdire aux femmes enceintes de manger de nourriture en quantité comme en qualité par peur d'avoir un gros bébé ou de faire une césarienne à la naissance de l'enfants entraine déjà de la malnutrition puisque la mère est sous-alimenté. D'où le bébé est atteint de la malnutrition à son tour dès le moment de sa conception car la mère ne mange pas beaucoup. Ce n'est pas étonnant que le bébé à la naissance soit atteint de l'insuffisance pondérale.

D'ailleurs l'existence des restrictions alimentaire ou le « fady » rend encore pire la situation car il y a certains aliments interdit par la croyance de le manger alors que chaque aliment a une valeur nutritionnelle spécifique.

¹¹ Source Enquête Périodique auprès des Ménage

b-Sous-alimentation

Des risques individuels sont aussi pris en compte pour Madagascar comme la maladie, sous-alimentation (risque de carence alimentaire), risque de déficit de développement de capital humain vu le nombre d'abandon de l'école, de travail d'enfants et de malnutrition, risque lié à l'accouchement très élevé et aggravé par certaines pratiques discriminatoires. L'insécurité alimentaire est causée par le manque de nourriture dans les marchés, l'accès difficile aux marchés en raison d'un manque de transports adéquats ou de ressources financières suffisantes. Au niveau du ménage, la sécurité alimentaire est entravée par le manque ou l'insuffisance des revenus c'est à dire faiblesse du pouvoir d'achat (les pauvres n'ont pas accès à la nourriture suffisante). Elle est aussi liée à l'insuffisance des terres à cultiver, et à la production vivrière non diversifiée. Ces déficits alimentaires sont dû à la consommation en forte quantité du riz, des grains de maïs secs, des légumes, des féculés de manioc et de patate douce, des brèdes et en faible quantité de viandes, des poissons, du lait et de l'huile de table. Donc, le pouvoir d'achat des ménages reste très bas surtout pour les ménages ayant plus de cinq individus. Ces derniers ne peuvent subvenir aux besoins alimentaires de leur famille et il leur manque souvent des ressources financières leur permettant d'acheter les produits quotidiennement nécessaires.

1-2-Cause sous-jacente au niveau des ménages

a- L'insécurité alimentaire

La proportion des ménages en insécurité alimentaire est un peu plus élevée (41%) chez les ménages pratiquant une agriculture vivrière que chez les ménages pratiquant une agriculture commerciale (35%). L'insécurité alimentaire est particulièrement élevée chez les ménages qui cultivent la vanille et le cacao (54%), le café (48%), la banane (41%) et le riz (38%).

L'insécurité alimentaire est liée à la superficie cultivée qui est en générale très petite. La majorité des ménages agricoles (63%) cultivent moins de 1,5 hectare de terre. Parmi eux, 40 pour cent sont en insécurité alimentaire. En raison de la superficie cultivée petite la production est insuffisante, la récolte d'une famille ne peut pas subvenir pendant toute l'année.

L'insécurité alimentaire est aussi liée au nombre de personnes à charge (enfants et personnes âgées) au sein d'un ménage.

b- Revenu faible

En plus de tous ce qui est décrit ci-dessus, un des plus grands problèmes des ménages est la diminution du revenu, à cause du manque de travail, faible capacité en capital humain (santé et éducation) 82% des ménages ont vu leurs revenus inférieurs ou égaux à leurs besoins fondamentaux. Ce qui explique que seule 18% des ménages arrivent à satisfaire leurs besoins fondamentaux et parviennent à faire de l'épargne.

$R = C + I$ avec R : revenu du ménage ; C : consommation ; I : investissement ou épargne. Quand la consommation augmente, l'investissement ou l'épargne diminue.

A Madagascar, toute source de problèmes vient du fait de l'insuffisance des revenus. La part relative de l'alimentation dans la consommation totale est de 66% pour l'ensemble du pays. Une part minime est consacrée aux besoins concernant la santé, l'éducation et le loisir. Le revenu est inférieur ou égal à leurs besoins fondamentaux, d'où ils n'arrivent pas à faire de l'épargne. Avec l'insuffisance de leurs revenus, ils achètent leurs besoins en nourriture proportionnelle avec leurs revenus c'est-à-dire des alimentations non diversifiées, insuffisantes en quantité comme en qualité.

Le niveau de la consommation constitue la principale mesure du niveau de vie des ménages, particulièrement de la pauvreté. La moyenne annuelle, par tête, de ce niveau de consommation, est estimée à 404 000 Ar¹², à Madagascar, en 2010. Les ménages dirigés par un salarié ont un niveau de consommation supérieur à la moyenne. Plus le niveau d'instruction du chef de ménage est élevé, plus sa consommation l'est. La distribution de la masse de consommation montre l'importance des inégalités sociales à Madagascar. Les riches qui sont minoritaires consomment plus que les pauvres.

L'insuffisance de revenu peut être causée par la précarité du travail (travail payé avec des salaires très bas) et même avec du bon salaire, une seule personne qui travaille dans la famille n'arrive pas à nourrir nombre de têtes dans la famille. Le revenu se concentre toujours dans la consommation (insuffisance de revenu).

La pauvreté oblige certaines mères à travailler pour d'autres personnes aux champs. Par exemple dans la localité de Manandona des mères qui ont des enfants moins de 6 mois sont obligées de travailler aux champs à faire le « sarakatsaha » pour subvenir au besoin quotidien et laisser leurs enfants à une tierce personne. Ce travail est payé 2000 Ariary par jour, avec cette somme la mère paye la personne qui a gardé le bébé de 500 Ariary et le reste pour acheter de quoi à manger. Ce même travail dans le champ les oblige à donner d'autre

¹² Source : EPM 2010

alimentation à part le lait maternelle à leurs enfants moins de 6 mois vu que la monté des laits de la mère est insuffisant à cause du travail dur et la sous-alimentation. Cela entraine de la malnutrition chez le bébé car un bébé de moins de six mois doit encore se nourrir exclusivement du lait maternel.

Enfin, faible consommation en protéine et micronutriment sont cause par la consommation de nourriture qui ont les mêmes valeurs énergétique comme manger du riz avec de la pomme de terre.

1-3-Causes fondamentales au niveau de la société

a-Inexistence de protection des groupes vulnérables et marginalisé

Les systèmes institutionnels de protection sociale ne couvrent le plus souvent qu'une partie des travailleurs du secteur moderne public et privé. La structure multipolaire du système, qui se traduit par la multiplicité des institutions et des départements en charge des différents volets de la protection sociale, ne favorise pas entre autres son fonctionnement harmonieux.

La CNAPS c'est un organisme qui s'occupe de la sécurité sociale des travailleurs dans le secteur privée. Cependant, il ne couvre pas tous les travailleurs de ce secteur dans tous Madagascar, il ne couvre que ceux qui sont formel donc exclut le secteur informel alors qu'à Madagascar ce secteur représente un taux considérable, exclut aussi le non déclaré à la CNAPS et aussi certains région de Madagascar.

Face aux divers risques (politique, économique et social) les populations le plus vulnérable n'ont pas de protection sociale.

b-Pratique archaïque de la culture et de l'élevage

L'agriculture n'occupe que 26% du PIB alors qu'il emploie plus de la moitié de la population active. Les cultures vivrières sont destinées à l'autoconsommation et le surplus sont vendus pour subvenir au besoin quotidien. Le rendement est très faible qui est lié à la taille de la surface exploitable déjà cité plus haut. En outre les techniques utilisé sont restées traditionnel et moins intensive alors que ces techniques n'augmente pas la productivité. L'adoption par les paysans des innovations en matière de l'agriculture est très lente.

Enfin, l'utilisation des pratiques nuisible au sol diminue aussi le rendement du sol comme la culture sur brulis et le défrichement.

L'élevage est pratiqué par 58,5 % des ménages agricoles (INSTAT/ENSOMD, Madagascar, 2012-2013). Il constitue avec l'agriculture, l'élément de base de l'économie et une source de revenus importante pour la population rurale.

En terme d'élevage il n'y pas de grande exploitation. La réussite de ces petites exploitations sont entrave par des maladies et parasite nuisible qui pénalise le secteur d'élevage. Pour les paysans l'élevage est une sorte d'assurance en cas de maladie car c'est facile à vendre.

1-4-La pauvreté cause fondamentale de la malnutrition au niveau du pays

En 2013, Madagascar est classé comme un pays à développement humain faible, au rang de 151ème sur 186 pays, avec un IDH égal à 0,483 et un indice de pauvreté multidimensionnelle de 0,357¹³. Plus de trois quart de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté¹⁴ et 52,7% en sont dans l'extrême pauvreté. L'indice de la famine faisant état d'un score enregistré de 22,5 est considéré comme alarmant, d'après les rapports de la FAO/PAM en 2013, sur l'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar.

La pauvreté est une situation physique et psychologique qui empêche un individu de mener une vie convenable. Elle se définit, comme un état de privation matérielle, caractérisée par un revenu en dessous du seuil de pauvreté.

- Tout individu dont la contre-valeur monétaire de ses consommations annuelles est en dessous de 535 603 Ariary est classé pauvre.
- Un individu est dit en état d'extrême pauvreté si la contre-valeur monétaire de ses consommations annuelles est en dessous de 374 941 Ariary.

Les personnes qui ne bénéficient pas d'un apport alimentaire suffisant pour mener une vie saine et active font partie des plus pauvres du monde.

La pauvreté persiste encore dans l'Afrique sub-saharienne, le nombre des personnes touché a presque doublé en 20 ans. La pauvreté seule n'engendre pas la malnutrition, mais elle détermine en grande partie la disponibilité ou non de quantité suffisante de nourriture nutritive pour les populations les plus vulnérables. La majorité des personnes sous-alimentées vivent dans des pays en développement.

¹³ PNUD, 2013. Résumé Rapport sur le développement humain 2013 - L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié

¹⁴ ENSOMD 2012-2013 p166 : la population qui vit avec moins de 1,25 \$ par jour

La pauvreté est l'un des traits caractéristiques de Madagascar. Il est important de connaître les causes de la pauvreté.

1-5-Causes structurelle de la pauvreté à Madagascar

a-Choc fréquent

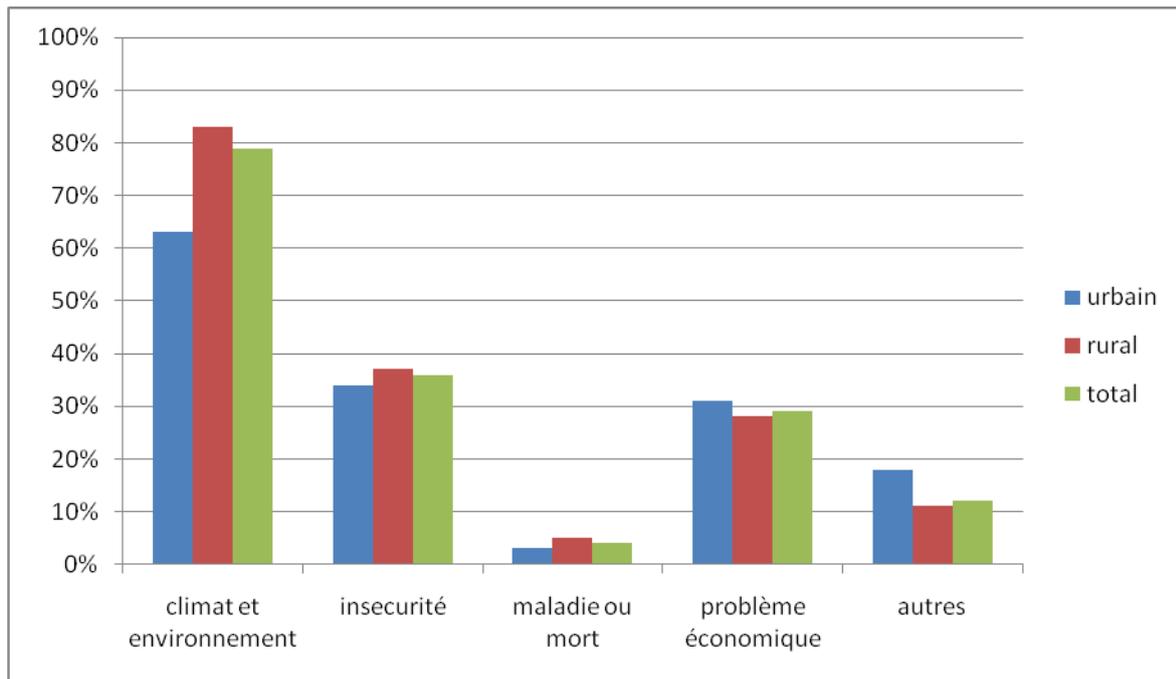
Les ménages malgaches font face aux divers chocs environnementaux, sociaux, sanitaires et économiques qui augmentent leurs vulnérabilités à la pauvreté. Elles peuvent temporairement ou de manière permanente affecter leur bien-être.

Des chocs fréquents, liés à des catastrophes naturelles, tous les ans, Madagascar est frappée par ces fléaux notamment le cyclone, l'inondation, sécheresse (dans une partie de l'île seulement) et la sauterelle dans le Sud. Ensuite, ledit réchauffement climatique de la planète est un grand problème planétaire qu'on n'arrive pas à y échapper. Les effets des changements climatiques sont souvent dramatiques, dévastant des régions déjà vulnérables. Les infrastructures sont endommagées ou détruites, les maladies se répandent rapidement ; les gens ne peuvent plus faire pousser leurs récoltes et élever leur bétail.

Selon des études des Nations Unies tenues dans plus de 40 pays en développement, la baisse de la production agricole causée directement ou indirectement par les changements climatiques pourrait augmenter drastiquement le nombre de personnes souffrant de la faim au cours des prochaines années.

D'après l'EPM 2010, 93 pour cent des ménages ont été affectés par des chocs en 2009/2010 (Figure 2). Les ménages interrogés ont rapporté que ces chocs avaient pour origine des catastrophes naturelles (cyclones, inondations, sécheresses, invasions de criquets, épidémies végétales). Les chocs environnementaux ont davantage touché la population en milieu rural qu'en milieu urbain (83 pour cent contre 63 pour cent), un manque de sécurité, des difficultés économiques ou encore des maladies.

Madagascar est également exposée à des chocs économiques internationaux qui ont un impact considérable sur le bien-être des ménages. La flambée des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial a des répercussions négatives sur une partie importante de la population, en particulier lorsqu'il s'agit du riz, l'aliment de base, ou du pétrole. Vu la globalisation de l'économie, on est toujours concerné. La figure suivante est beaucoup plus illustrative.



Source : EPM 2010, INSTAT.

Figure 2 : Prévalence des Chocs – Ménages Touchés (%)

b- Risque systématique

La voie socialiste originale choisie en 1972 est une des causes du retard pris par l'économie. Les populations malgaches ont passé par l'expérience socialiste de 1975 -1991 qui est une rude expérience et nous appauvrit. D'un côté, il y a aussi les trois crises politiques majeures de 1991, 2002 et de 2009 qui nous engouffrent progressivement et qui rendent les populations de plus en plus vulnérables. Ces crises ont provoqué beaucoup de dégâts tant au niveau politique qu'économique. Les populations deviennent graduellement pauvres à cause de la perte d'emploi, de la hausse de prix des produits de première nécessité. D'ailleurs, le PIB par habitant ne cesse de diminuer ces deux dernières décennies et l'augmentation de la pauvreté à 77% en 2010. Tous ces risques rendent les populations vulnérables, d'où la population n'arrive même pas à subvenir à ses besoins vitaux comme se nourrir correctement. Selon la mission économique française de Tananarive, le marché du travail traverse en 2010 l'une de ses pires crises, avec une forte croissance du chômage et du sous-emploi, la baisse du pouvoir d'achat des ménages, le développement du secteur informel (travail "au noir"), des inégalités et de l'insécurité.

c-Problème des terres

D'abord l'absence de sécurité foncière, due à un système qui repose depuis toujours sur les systèmes traditionnels d'allocation et d'administration de terre, lesquels découragent l'investissement dans les améliorations de la productivité, surtout l'irrigation et la construction de terrasses. Bien que 86 % de la terre utilisée pour l'agriculture soit classée propriété privée, seuls 8 % des chefs de ménage détiennent un titre formel de propriété pour leur terrain (INSTAT ,2008).

Section 2 : conséquence de la malnutrition sur le développement économique de Madagascar

La malnutrition chronique contribue à la non-réalisation généralisée du premier ODM (réduction de moitié de la pauvreté et de la faim) ainsi que des autres objectifs liés à la santé maternelle et infantile, à la lutte contre le VIH/SIDA, à l'éducation, et à l'égalité entre les sexes.

1-Conséquence sur la personne victime de la malnutrition

1-1-Mortalité infantile

Les enfants qui souffrent de sous-alimentation chronique courent un risque de mortalité 9,5 fois plus élevé s'ils contractent la diarrhée et de 6,4 fois plus élevé lorsqu'ils présentent des symptômes de pneumonie. Mondialement, une nutrition inadéquate est la cause d'au moins un décès évitable sur trois de jeunes enfants (jusqu'à 2,5 millions chaque année).

En tant que maladie dangereuse et mortelle, beaucoup peuvent être les conséquences néfastes de la malnutrition, que ce soit à Madagascar ou ailleurs. Parmi ces mauvais impacts de la malnutrition est la mortalité infantile. Sur près de 12 millions de décès qui surviennent chaque année dans le monde en développement parmi les enfants de moins de cinq ans, principalement de causes évitables, 55% peuvent être attribués directement ou indirectement à la malnutrition. L'anémie intervient dans 20 à 23% de tous les décès post-partum en Afrique et en Asie. Avec ses deux formes, la malnutrition tue inopinément des centaines d'enfants chaque jour dans le monde, surtout dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. A plus du tiers (1/3) de la mortalité des enfants. 18 milles décès annuels sont liés à l'état nutritionnel de la mère. Une grande perte pour les capitaux humaines futures du pays.

1-2-Maladie chronique

Un enfant atteint de malnutrition chronique pendant une longue période souffrira d'un retard de croissance. Ses défenses immunitaires étant affaiblies, il est davantage confronté aux risques de maladies tels que le paludisme, la diarrhée.

Si la malnutrition ne tue pas rapidement les sujets atteints, elle impose une maladie chronique, qui touche ou la croissance, ou l'intellect, ou la vue, ou les membres supérieurs et inférieurs, ou la peau. On sait depuis longtemps que la carence en vitamine A, qui touche quelque 100 millions d'enfants dans le monde, est une cause de cécité. Mais on s'aperçoit de plus en plus aussi que, même modérée, cette carence agit sur le système immunitaire, diminuant la résistance à la diarrhée, qui emporte 2,2 millions d'enfants chaque année, et à la rougeole, qui en tue près d'un million par an.

Selon certains calculs, quatre types de malnutrition, qui d'ailleurs se recoupent (émaciation, retard de croissance, carence en iode, carence en fer et en vitamine A) ont fait perdre au monde en 1990 près de 46 millions d'années de vie corrigées du facteur invalidité.

De nombreux enfants souffrant de plusieurs types de malnutrition à la fois, les chiffres ont tendance à se chevaucher. Mais on estime que 226 millions d'enfants présentent des retards de croissance. Une étude menée au Guatemala a montré que, par rapport aux gens de taille normale, la durée de la scolarité était en moyenne inférieure de 1,8 année pour les hommes ayant une insuffisance staturale importante, et d'une année pour les femmes. Or chaque année d'études supplémentaire se traduit par une majoration de 6% des salaires.

Près de 67 millions d'enfants souffriraient d'émaciation, ce qui signifie qu'ils sont en dessous du poids qu'ils devraient avoir pour leur taille. Et quelque 183 millions d'enfants pèsent moins que le poids moyen normal pour leur âge. Une étude a constaté que le risque de mourir dans l'année était entre deux et huit fois plus élevé chez les enfants présentant une grave insuffisance pondérale que chez ceux de poids normal.

L'étude considère que la sous-alimentation des enfants génère un coût sanitaire situé entre 1 et 11% des allocations du budget de santé global des gouvernements. Les maladies chroniques entraînent des coûts excessifs pour les familles individuelles et le système de soins de santé en engendrant des dommages de plus de 30 millions \$¹⁵. A Madagascar le système de protection sociale en matière de santé ne couvre pas tout le monde. Seul les salariés, les fonctionnaires et ceux qui ont les moyens pour s'inscrire à une assurance maladie sont couverts ou remboursés d'une part en cas de maladie. Pourtant ce sont les plus pauvres qui ne

¹⁵ Plan d'investissement pour la Nutrition à Madagascar

sont pas couverts par le système de protection sociale sont les victimes de la maladie chronique. Le peu de revenu qu'ils gagnent est utilisé pour payer les frais médicaux, ceux qui diminuent l'accès des plus pauvres aux bonnes alimentations.

En bref, pour les personnes qui ont de la maladie chronique, le coût de soins de santé est cher et de l'autre côté leurs productivités diminuent.

2-Conséquence sur l'économie

2-1-Conséquence sur le capital humain (l'intellect)

La malnutrition touche aussi au développement intellectuel de chaque individu. Chez le nourrisson et le jeune enfant, l'anémie peut entraver le développement psychomoteur et cognitif, abaissant le quotient intellectuel (QI) de neuf points. Les enfants de poids insuffisant à la naissance ont des QI inférieurs de cinq points en moyenne à ceux des enfants de poids normal. Une carence en iode *in utero* peut, si elle est importante, causer cette arriération mentale profonde qu'est le crétinisme; même à des degrés plus légers, elle est à l'origine de déficits intellectuels. On estime par exemple qu'en République de Géorgie cette carence, très répandue, a privé le pays de 500 000 points de QI chez les 50 000 enfants nés pendant la seule année 1996. Il est criminel de laisser se perdre autant d'intelligence.

L'étude montre que les enfants affectés d'un retard de croissance se distinguent dans leur cursus scolaire par un taux de redoublement supérieur à la moyenne (entre 2 et 4,9 %).

On estime que 7 à 16% de tous les redoublements scolaires sont le fait d'enfants sous-alimentés. 90% des redoublements ont lieu à l'école primaire.

Tableau 2: Etat nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans selon EDS 2008-2009 et le TNA 2012-2013

REGIONS	Taux de la malnutrition chronique		Scolarisation
	Global (%)	Sévère (%)	Taux Net d'Admission
AlaotraMangoro	55,7	29,8	38,8
Amoron'i Mania	70,6	41,70	30,7
Analamanga	50	25,3	35,8
Analanjirofo	55,7	26,3	33,0
Androy	55,5	30,7	17,7
Anosy	57,5	40,8	13,6
AtsimoAndrefana	41,6	16,4	21,1
AtsimoAtsinanana	46,0	24,2	25,9
Atsinanana	51,6	30,9	21,0
Betsiboka	18,2	9,3	15,5
Boeny	44,7	23,5	21,8
Bongolava	51,10	30,40	26,2
Diana	36,8	20,7	27,6
Haute Matsiatra	63,10	31,3	36,0
Ihorombe	49,50	25,30	23,7
Itasy	50,00	31,30	43,6
Melaky	30,7	14,5	10,9
Menabe	43,30	16,8	15,3
Sava	41,3	19,3	19,8
Sofia	36,50	13,90	24,6
Vakinankaratra	57,10	33,50	27,4
VatovavyFitovinany	48,90	26,50	21,4
MADAGASIKARA	50,10	26,40	

Source : INSTAT/ENSOMD 2012-2013 pour le TBS

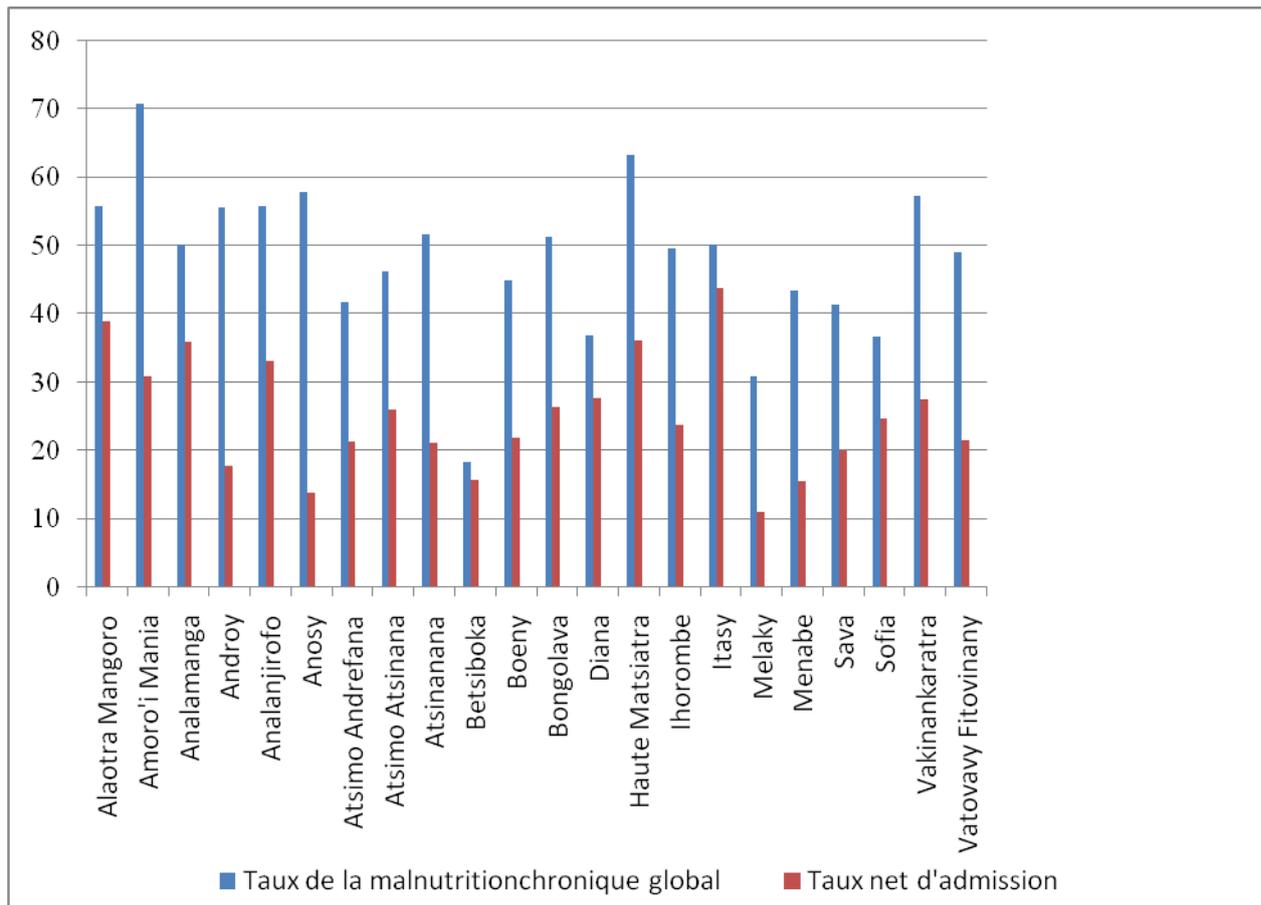


Figure 3: Représentation graphique du tableau 2 (Etat nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans selon EDS 2008-2009 et le TNA 2012-2013)

La malnutrition entraîne de la difficulté d'apprentissage. On voit clairement sur ce tableau compilé que la malnutrition chronique a un impact sur l'intellectuelle de l'enfant. Pour une région qui ont un taux de malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans élevé en 2008-2009. En 2012-2013 ces enfants sont en âge d'intégrer la première année de primaire, le taux d'admission net est faible. L'incidence de redoublement reste importante dans les régions à forte insécurité alimentaire (Anosy, Androy, Amoron'i Mania, Vakinankaratra). Sur ce graphique, on voit pour une région qui a un taux de la malnutrition chronique élevé, le taux d'admission net d'admission est très faible à l'exception de la région Betsiboka et d'Itasy. Cela veut dire que le taux de redoublement est très élevé pour une région qui a un taux de malnutrition chronique élevé. Les enfants atteints de la malnutrition chronique n'ont pas la patience d'écouter 2 heures après le commencement du cours même après la récréation, ils dorment, se fatiguent tout le temps. C'est la conséquence de la malnutrition chez les enfants en âge d'aller à l'école. Cet enfant-là redouble toujours dans une classe et fini par abandonner l'école.

Tableau 3: Evolution du taux de redoublement et du taux d'abandon par sexe

	Taux de redoublement		Taux d'abandon	
	Fille	Garçon	Fille	Garçon
2002-2003	34,8%	37,2%	8,2%	8,1%
2005-2006	19,2%	20,6%	22,4%	22,4%
2009-2010	19,0%	21,3%	18,7%	18,8%
2012-2013	21,2%	23,8%	16,2%	16,6%

Source : Examen National de l'Education pour Tous 2015

Ces faits prouvent que Madagascar est pauvre en capital humain. Ces enfants qui abandonnent l'école, ne vont pas trouver du bon travail une fois grand et devenir du poids pour le gouvernement. Donc moins productif, moins de croissance économique qui augmente de plus en plus la pauvreté. Ce dernier est en fait la cause et la conséquence de la malnutrition. A terme la malnutrition provoquera aussi un problème de productivité, à l'âge adulte.

La malnutrition chronique est responsable à Madagascar de la perte de plus de 10% du revenu chez les adultes en âge d'exercer une quelconque activité à caractère lucratif. Ce qui favorise, en matière d'analyse macroéconomique, la chute de la productivité de la population active qui se manifeste par la baisse de l'ordre de 3% du produit intérieur brut (PIB) au cours des dernières années.

2-2-Mauvaise performance scolaire :

La mauvaise performance scolaire provoque de la faiblesse de revenu une fois adulte. Car les enfants qui atteignent de la malnutrition chronique redoublent parfois de classe et fini par abandonner l'école sans terminer le primaire. Donc sans compétence ni talent particulier et ne trouve pas de travail bien rémunéré une fois grand. Ce qui augmente le nombre des pauvres. La pauvreté est ici la conséquence et la cause de la malnutrition car les parents de ces enfants qui abandonne tôt l'école sont pauvre qu'ils n'arrivent pas à donner de la bonne alimentation à ses enfants c'est-à-dire satisfaire les besoins vitaux. A son tour les enfants qui atteignent de la malnutrition étant enfant ont un revenu faible aussi. Ils se trouvent dans un cercle vicieux de la pauvreté. D'après une enquête personnelle effectuée dans la région de Vakinankaratra dans la Commune rurale de Manandona auprès de quelque ménage choisie en avance. L'enquête consiste à faire de la visite à domicile auprès des ménages présélectionné à l'avance, le type de ménage cible sont les suivantes :

-Famille qui habite tout près du site PNNC

- Famille qui vit uniquement de l'agriculture et qui n'ont pu aller loin dans leurs études,
- Famille nombreuse
- Femmes enceinte
- Jeune fille célibataire
- Tradipraticien (guérisseur local)
- Familles très pauvre
- Matrone
- Homme d'église comme les Pasteurs ou les Prêtre
- Commerçant
- Grands-parents

Le choix de ces personnes peut aider à comprendre le fond du problème dans le milieu rural. Ils sont aussi représentative des villageois. Pour ce type d'enquête il n'y a pas de questionnaire proprement dite mais on leur pose des questions ouvert et on le laisse raconter des histoires.

D'après ce petit enquête, l'un des constats tiré ce que les parents sont triste par rapport au fait qu'ils n'ont pas pu continuer leurs études plus loin et conscients de leurs manques d'éducation. Ce dernier leurs empêchent de se développer sur le plan économique. Leurs souhaits sont la réussite des leurs enfants et ne plus dans le besoins concernant l'alimentation. Et que la production soit suffisante jusqu'à la prochaine récolte c'est-à-dire qu'ils puissent manger à leurs faim pendant toute l'année.

2-3-Les enfants avenir d'un pays

Avoir un capital humain bien préparé est très important pour le développement économique d'un pays. Si nous n'avons pas de capital humain bien formé, d'où l'obligation d'importer des mains-d'œuvre venant de l'étranger alors que des mains-d'œuvre sont abondant dans le pays mais incompetent. C'est cela que réside l'importance d'avoir de la main-d'œuvre bien qualifiée.

Les enfants dont la croissance a été ralentie peinent souvent à atteindre leur potentiel à l'école et ultimement dans le monde du travail, diminuant la productivité et le développement économique.

Finalement, la malnutrition affecte sur la société toute entière. Cela veut dire que, ce problème frappe l'ensemble d'un pays et non seulement un membre d'une société. Plus de deux milliards de personnes, principalement des femmes et des enfants, manquent de fer. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estime que dans les pays en développement, 51%

des enfants de moins de quatre ans sont anémiques. Aux Etats-Unis, selon certains chercheurs, plus de 13 millions d'enfants ont de la peine à se procurer toute la nourriture dont ils ont besoin. Au Royaume-Uni, les familles pauvres connaissent des risques de santé liés à l'alimentation, d'après une récente étude qui a fait état de taux élevés d'anémie chez les enfants et les adultes, de prématurité, d'insuffisance pondérale néonatale, de maladies dentaires, de diabète, d'obésité et d'hypertension.

En Europe centrale et orientale, les bouleversements économiques accompagnant la transition vers une économie de marché et les coupes sombres dans les programmes sociaux étatiques frappent de plein fouet les plus vulnérables. En Fédération de Russie par exemple, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de deux ans est passée de 9% en 1992 à 15% en 1994. Les femmes malnutries, de poids insuffisant, risquent fort d'avoir des bébés trop petits.

2-4-Conséquence sur le PIB

Un des obstacles aux développements économique est la malnutrition. La lutte contre la malnutrition constitue un enjeu majeur au développement économique de Madagascar.

Tableau 4: Résumé des conséquences économiques de la malnutrition chronique

	Main d'œuvre perdue (000,000/an ¹⁶)	Productivité futur perdue (000,000/an)	Productivité actuelle perdue (000,000/an)	Coût de santé actuel (000,000/an)	Total (000,000/an)	Proportion du fardeau total (%)
Nutrition Maternel	38,1 USD	0,42 USD			38,5 USD	5,2%
Allaitement maternel sous optimal	27,8 USD			14,9 USD	42,7 USD	5,7%
Retard de croissance		268,3 USD			268,3 USD	36,1%
Insuffisance pondérale & émaciation	66,0 USD				66,1 USD	8,9%
TDCI ¹⁷		86,7 USD			86,7 USD	11,7%
Carence en Zinc	6,4 USD			16,2 USD	22,6 USD	3,0%
Carence en Vitamine A	19,6 USD				19,6 USD	2,6%
Anémie de l'enfant		70,6 USD			70,6 USD	9,5%
Anémie des Adulte			127,9 USD		127,9 USD	17,2%
Mortalité Maternel	0,50 USD				0,49 USD	0,1%
Total annuel	158,4 USD	429,96 USD	127,9 USD	31,1USD	743,42 USD	
Proportion du fardeau total	21%	57%	17%	4%		

Source : Plan d'investissement pour la Nutrition à Madagascar

¹⁶En million par an

¹⁷Trouble dû à la carence en iode

Ce tableau représente des pertes en million de dollar subit par Madagascar chaque année à cause de la malnutrition. En termes de main-d'œuvre, 158,4 million USD par an sont perdue. Une perte difficile à combler et qui ont des impacts négatifs sur la production. Comme montre ce tableau, la perte de productivité future et actuelle est très couteuse et aura des effets néfastes sur la croissance économique. De même pour le coût annuel de santé qui semble très couteux d'après ce tableau.

En effet, Madagascar perd ainsi de la productivité, car la malnutrition cause différents risques de santé, autant physique que mentale. Une étude estime que le coût de l'inaction pour le pays est de 740 millions de dollars, soit 7% du PIB à cause de la malnutrition, rien qu'en termes de productivité ou de soins. Quand 2 millions d'enfants sont incapables de suivre une scolarité normale, c'est 2 millions de chômeurs, ou d'emplois très peu rémunérés. Car un enfant mal nourri assume un retard de croissance et de développement cognitif considérable.

Conclusion partielle

Pour terminer cette première partie, nous devons considérer la malnutrition comme un grand problème de très haut niveau ; mais frappe de très basse altitude. Elle fait trembler toute l'organisation d'un gouvernement en faisant mourir et tomber malade des centaines d'enfants et de mères de familles. Dans cette première partie de notre travail, nous avons abordé les concepts et enjeu de la malnutrition et ses conséquences à Madagascar. Comme tout problème social, elle peut engendrer la mort d'une centaine ou de quelques dizaines de sujets en même temps s'il n'y a pas d'intervention de l'administration. A Madagascar, elle touche les bas quartiers de chaque commune, et la majorité de la partie sud de l'île. Chaque année, des centaines d'habitants des zones cibles sont menacés de maladie d'alimentation et de mort latente.

PARTIE II : LES DIFFERENTES MESURES POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION

Il existe des solutions pour combattre la malnutrition. Elle est prévisible, évitable, traitable, et vaincre la faim à l'échelle mondiale est abordable. Aucune personne ne devrait mourir de faim.

Avant de donner les solutions concernant les divers problèmes cités précédemment, il est nécessaire de voir les différentes politiques de l'Etat pour lutter contre la malnutrition et d'appréhender l'importance de la protection sociale. Les difficultés économiques, les liens et tissus familiaux devenus plus lâche, la diminution de possibilité d'entraide familiale ou clanique, font que l'intérêt accordé à la protection sociale a augmenté. Des solutions sont fournies pour tenter de moins ressentir les impacts de la pauvreté et l'insuffisance de la protection.

Par conséquent, cette deuxième partie va se focaliser sur le politique Nationale pour lutter contre la malnutrition dans le chapitre premier. Les différentes solutions vont être proposées dans le deuxième chapitre plus particulièrement l'importance de la protection sociale. Et enfin les pistes de réflexion en matière de la lutte contre la malnutrition.

Chapitre I : ANALYSE DES CONTRAINTES DE LA MALNUTRITION A MADAGASCAR

Section 1 : Environnement interne

1-Force

- Il y a des terres à cultiver

Madagascar dispose de trois grands bassins qui constituent de véritables greniers à riz : la cuvette d'Alaotra Mangoro, la plaine de Marovoay et celle d'Andapa.

- Climat

Fortes potentialités liées à la diversité climatique et écologique avec des climats diversifiés pour chaque région et propice pour l'agriculture sauf le Sud de Madagascar

- Main-d'œuvre abondant

La population à Madagascar est relativement jeune avec un individu sur deux âgé de moins de 20 ans et un individu sur cinq de moins de 5 ans. Les femmes représentent un peu plus de la moitié de cette population.

2- Faiblesse

- Manque de force de productivité

Travaille sur une petite parcelle de terre car il n'arrive pas à travailler toute la surface. Cela est dû par l'application des techniques traditionnelles et n'ont pas assez de force pour travailler la terre et autre maladie chronique. Madagascar un pays essentiellement agricole et qui ont un faible rendement culturel.

- Main-d'œuvre non qualifié

Beaucoup des mains-d'œuvre mais manque de qualification spécifique à cause d'abandon scolaire trop tôt. Le pays est contraint de demander des mains-d'œuvre venant de l'étranger pour combler le vide alors que nous en avons beaucoup. Ce qui augmente le nombre des personnes en situation de chômage.

- L'enclavement des zones rurales

L'enclavement à cause des problèmes de route limite l'accès aux marchés de la production. Certaines zones rurales n'ont pas de marché sur le lieu, ils mangent seulement ce qu'ils produisent. L'accès à la protéine d'origine animale est très difficile alors cela est

indispensable pour la croissance des enfants. Et ils n'osent pas toucher à leurs animaux d'élevage vu que ce dernier sert d'assurance en cas de maladie ou autre problème.

- **Changement climatique**

Les effets du réchauffement planétaire et du changement climatique s'avèrent aussi de plus en plus néfastes pour l'agriculture. La position géographique de Madagascar ne la met pas à l'abri des catastrophes naturelles telles que les cyclones, la sécheresse et les inondations.

Les sols malgaches sont majoritairement des sols ferralitiques à argile kaolinite et de ce fait très pauvres en nutriments et en matières organiques. La situation s'aggrave avec les pratiques culturales telles que le brûlis, les feux de brousse et l'utilisation des combustibles solides pour la cuisson qui sont autant de pression sur les forêts et les ressources naturelles malgaches. Tout cela réduit la capacité productive de la terre. D'ailleurs les paysans se trompent sur le moment où ils devront commencer à cultiver avec le changement climatique. Cela détruit la plantation, parfois ils n'ont pas de récolte.

3-Pourquoi investir dans la malnutrition?

Au vu de tout cela, il est important d'exploiter notre force c'est-à-dire notre atout le capital humain car nous en avons beaucoup, il faut l'améliorer et bien le préparer. Pour ce faire, il est nécessaire d'attaquer le fond du problème qui n'est autre que la malnutrition.

L'investissement dans la lutte contre la malnutrition a un fort taux de rentabilité. Des études ont montré aussi que les enfants qui sont bien nourris restent à l'école 1,2 année de plus. Ils ont tendance à rester à l'école beaucoup plus longtemps et apprennent plus. Les enfants qui n'ont pas de carence en iode ou en fer ont un quotient intellectuel entre 13 et 25 points plus élevé. C'est très important parce que c'est jusqu'à ¼ de la capacité intellectuelle. Cette combinaison du développement du cerveau et du développement physique se traduit en productivité économique, en salaire plus élevé, en revenus plus élevés pour les ménages. Donc un apport beaucoup plus qu'important pour l'émergence d'un pays.

Le problème de la malnutrition est d'une très grande ampleur et que les interventions en matière de nutrition sont indispensables pour accélérer la réduction de la pauvreté, ainsi que pour obtenir des ratios avantages-coûts élevés, et elles peuvent permettre d'améliorer la nutrition beaucoup plus rapidement que le recours à la seule croissance économique. L'amélioration de la nutrition peut améliorer la croissance économique, d'où investir dans l'amélioration de la nutrition est nécessaire pour le développement économique.

L'Etat Malagasy a fait sa priorité la lutte contre la malnutrition, cela se traduit par les divers documents comme la Politique Nationale de Nutrition, Politique Nationale de

Développement et les Plan National d'Action pour la Nutrition qui sont à son troisième volet actuellement. Ces actions sont financées par les bailleurs de fond comme la Banque Mondiale.

La réduction de la mortalité infantile est une exigence morale, c'est sauver la vie et l'avenir de millions d'enfants. Mais c'est aussi un investissement rentable aux plans social et économique. Ces enfants une fois adulte deviennent des ressources important pour le pays des capitaux humains nécessaires pour la production des richesses. Avoir des bons capitaux humains diminue les dépenses en santé pour les ménages et augmente la productivité. Yoka Brandt, Directrice générale adjointe de l'UNICEF a dit : « Il est essentiel d'investir sur la prévention de la malnutrition afin de renforcer la résilience des familles, des communautés et des sociétés et briser le cycles des crises alimentaires et nutritionnelles », « En s'attaquant à la malnutrition on agit directement sur l'ensemble des priorités de développement : la lutte contre la pauvreté, pour l'éducation et pour l'équité. »

Section 2 : Politique pour lutte contre la malnutrition à Madagascar

Un combat efficace contre la malnutrition est également crucial pour la réalisation de nombreux autres ODD. Une alimentation saine est le signe que la population a réalisé ses droits à l'alimentation et à la santé. Elle est le reflet de la réduction des inégalités dans notre monde. Sans une bonne alimentation, les êtres humains ne peuvent pas réaliser leur plein potentiel. L'amélioration de l'état nutritionnel permet à la fois de briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de générer une croissance économique largement partagée.

Actuellement, en rapport aux ODD 2 (éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable), avant de parler des divers politiques de l'Etat, il est important de savoir l'historique de la lutte contre la malnutrition à Madagascar.

1-Historique de la lutte contre la malnutrition à Madagascar de 1960 à 2018

1-1-De 1960 à 1993

De 1960 à 1972, la vision de la question par la première République était axée sur la «politique du ventre », favorisant la disponibilité et l'accessibilité en quantité suffisante de l'alimentation. La recherche agricole y a beaucoup contribué.

De 1975 à 1990, l'autosuffisance alimentaire était perçue comme moyen et critère de développement économique du pays. Par la suite, les projets « vivres contre travail » ont été menées dans les milieux ruraux et des cantines populaires (*tsaky pop*) dans les milieux urbains

(filets de sécurité), donnant ainsi un « visage humain » à la politique de l'ajustement structurel. De cette période jusque dans les années 1990, les résultats des premières études sur la Nutrition coordonnés par la Mémoire sur le Programme de Nutrition, 1992 (DARSE/MRAD), puis par le CNRE, confrontés aux résultats de la première EDS 1992, ont permis de conclure que la malnutrition et les carences nutritionnelles sont des problèmes de santé publique à Madagascar, ce qui a abouti à la mise en place de Programme National de Nutrition (PNN).

A partir de 1992, le Programme National de Nutrition (PNN), rattaché au Ministère de la Recherche a été mené conjointement avec le ministère de l'Agriculture et celui de la Santé. A la même époque, le contrôle de la qualité des aliments concernant le renforcement de la législation et le renforcement des structures de contrôle des denrées alimentaires a été mené au sein du CNRE, avec le PNUD/FAO.

1-2- De 1993 à 2003

L'année 1993 a été marquée par la mise en place du projet SEECALINE. Les actions alors orientées de plus en plus vers l'éducation (nutrition communautaire) et les suppléments ponctuels en micronutriments ciblant les groupes vulnérables deviennent des programmes à couverture nationale et de fortification (iodation du sel, vitamine A). Ensuite, l'évolution de la compréhension des causes de la malnutrition a fait prendre conscience de la nécessité de faire de la lutte contre la malnutrition une réponse multisectorielle et transversale.

1-3- De 2004 à 2018

A partir de 2004, Madagascar a pris des engagements aux différents sommets mondiaux sur la nutrition et l'alimentation. Ces engagements ont abouti à l'élaboration de la Politique Nationale de Nutrition avec les 14 axes stratégiques définis en 2005, pour combattre la malnutrition avec le soutien de la « recherche-action ». Le Ministère chargé de la Recherche a participé activement au processus, à travers le PNSAN.

En effet, la Politique Nationale de Nutrition (PNN) a été adoptée en 2004, puis la mise en place de l'Office National de Nutrition (ONN) en 2005 et du Conseil National de Nutrition (CNN) en 2007, sous l'égide de la Primature, charge des orientations stratégiques de la lutte contre la malnutrition. Dans l'élaboration du PNAN I 2005- 2009 (Plan national d'Actions en Nutrition phase I), les activités de nutrition sont définitivement multipliées et comprennent 14 axes stratégiques, intégrant la nutrition communautaire, la promotion de l'allaitement

maternel, la supplémentation en micronutriments, la nutrition scolaire, la supplémentation alimentaire, la récupération nutritionnelle des enfants malnutris (CREN), les réponses aux crises nutritionnelles et la sécurité alimentaire.

Le PNAN II (2012-2015) a été élaboré par une équipe multidisciplinaire, impliquant les principaux acteurs au niveau du Gouvernement, les ONG et les partenaires multilatéraux et bilatéraux. La validation est acquise lors d'un atelier National à Antananarivo en Mars 2012.

Le document devait servir de cadre pour l'élaboration des plans d'action sectoriels, détaillant les actions au niveau de chaque secteur concerné. Actuellement c'est le PNAN III (2017-2021) qui est en vigueur.

1-Politique Nationale de Développement (PND)

La politique Nationale de développement est en accord avec les objectifs de développement durable. L'Etat Malagasy accorde une importance capitale à la lutte contre la malnutrition. L'axe stratégique 4 du PND, capital humain adéquat au processus de développement vise à améliorer la qualité du capital humain National avec comme programme la santé aux normes de qualité et accessible à tous et objectif premier la lutte contre la malnutrition.

Les Sous objectifs sont :

- Réduire le nombre des enfants vulnérables à la malnutrition chronique ;
- Réduire le nombre des enfants de moins de 5 ans vulnérables à la malnutrition aiguë.

2-Pan National d'Action pour la Nutrition III (2017-2021) ou PNAN III

Par stratégie d'affronter les problèmes de la malnutrition à Madagascar, différentes institutions et méthodes sont instaurées par le gouvernement malagasy pour y faire face. Le Plan National d'Action pour la Nutrition (PNAN II) a été adopté. Toutefois, sa mise en œuvre depuis l'année 2012 s'est heurtée à divers obstacles, notamment financiers, lesquels se sont soldés par le ralentissement des activités de l'Office National de la Nutrition (ONN), voire la perte de notoriété de ladite Institution. Le PNAN III vient d'être mis en vigueur en 2017 va aussi renforcer le précédent. Le secteur nutrition est privilégié du fait de l'existence de multiples intervenants comme les organismes étatiques, les organismes non gouvernementaux. Néanmoins, les problèmes liés à la planification et à la coordination multisectorielle et multi-acteurs ne sont pas des moindres.

L'Office National de Nutrition (ONN) met en œuvre le projet de lutte contre la malnutrition suivant la Politique Nationale de Nutrition (PNN) et le Plan National d'Actions pour la Nutrition III (PNAN III). Ce dernier est un document de base pour la lutte contre la malnutrition à Madagascar. Son but est de “ Réduire le taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans de 47% à 38% sur le plan national d'ici 2021 ”. Avec comme devise la nutrition garant de la capital humain pour un développement social et économique durable. Le PNAN III contribue à l'atteinte de l'objectif 2 « faim zéro » et est en parfaite accord avec l'Objectif du Développement Durable.

Le PNAN III comporte 03 axes stratégiques : nutrition spécifique, nutrition sensitive et la gouvernance.

2-1-La nutrition spécifique

Tout d'abord la nutrition spécifique vise à remédier aux facteurs immédiats de la malnutrition. Il s'agit d'actions spécifiques qui sont fondées sur des preuves scientifiques rigoureuses (Lancet 2013) pour la réduction de la malnutrition et qui constituent le portfolio essentiel en nutrition (PEN). Ils sont au nombre de 10 : Nutrition maternelle pendant la grossesse ; Supplémentation en micronutriment pendant la grossesse ; Alimentation équilibrée en protéine et énergie pendant la grossesse (selon les besoins) ; Promotion de l'allaitement au sein exclusif et continu ; Education nutritionnelle complémentaire (sécurité alimentaire) ; Approvisionnement en suppléments alimentaires (sécurité alimentaire) ; Supplémentation en Vitamine A: Enfant 6-59 mois ; Supplémentation préventive en Zinc: Enfant 12-59 mois ; Gestion du MAS (Malnutrition aiguë sévère) ; Gestion du MAM (Malnutrition aiguë modérée).

Pour ce PNAN III, ce portefeuille essentiel en nutrition est reparti dans les cinq domaines d'intervention ci-après:

- La réduction de prévalence de l'anémie chez les femmes enceinte et l'amélioration de l'état nutritionnelle des femmes en âge de procréer.
- Les activités de prévention de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans :

Ce sont l'ensemble des activités procuré au site Communautaire PNNC et au CSB visant à la réduction de la malnutrition. Par exemple la supplémentation en vitamine A, suivi de croissance, dépistage de la malnutrition aigüe.

- La prise en charge de la malnutrition aigue

Existence de centre de prise en charge des enfants atteint de la malnutrition aigüe au niveau communautaire par le biais du CSB

- Les activités nutritionnelles en faveur des adolescentes (9 à 13 ans) au niveau communautaire et scolaire ;

Les activités en faveur des adolescents se manifestent par les suppléments en micronutriments et déparasitage.

- La fortification alimentaire.

La fortification alimentaire est un des moyens de lutte contre les carences en micronutriments touchant le maximum de cible. Elle correspond à l'addition d'un ou de plusieurs nutriments essentiels dans un aliment donné, dans lequel ils étaient ou non originellement présents. Comme le cas de l'iodation du sel à Madagascar.

2-2- Nutrition Sensitive

La nutrition sensitive, c'est actions ciblant les facteurs sous-jacents de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant. Actions assurant la sécurité alimentaire des ménages, les ressources et soins adaptés tant au niveau de la mère, du ménage et de la communauté, l'accès au service de santé et à un environnement sain et hygiénique. La nutrition sensitive intègre le soutien de l'économie, la santé, l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la protection sociale, l'éducation, l'enseignement supérieur, la population, l'environnement, le développement rural, la communication, la recherche scientifique. Le contenu de la nutrition sensitive va être développé dans les sections et chapitre plus bas.

2-3-Gouvernance dans le PNAN III

La gouvernance vise 03 objectifs stratégiques :

- Renforcer le cadre politique et réglementaire régissant le secteur de la nutrition, c'est-à-dire inventorier les lois, décrets et codes sur la protection et la sécurité des consommateurs dans le domaine de l'alimentation et de les rendre en vigueur. Ensuite catalogue les micronutriments existant à Madagascar.
- Améliorer le mécanisme de coordination afin d'aligner toutes les actions autour d'un cadre de résultats communs : considération de l'ONN comme étant le seul organisme de coordination des activités.
- Accroître la mobilisation des ressources internes et externes pour la lutte contre la malnutrition.

De plus le gouvernement peut jouer des rôles importants en tant qu'il est le maître dans la politique économique à adopter. La lutte contre la malnutrition demande une initiative politique et des interventions multisectorielles bien coordonnées.

2-4-Rôle de l'Etat

Les crises à répétition, qui se produisent à Madagascar, ont des impacts considérables sur la croissance économique. Par la gouvernance, l'Etat peut alléger ces contraintes par des moyens efficaces de sortir la population de la pauvreté extrême et de générer les ressources financières nécessaires au financement d'une stratégie de lutte contre la malnutrition.

a- Le prix de produits de base sur le marché international

Le riz est la base alimentaire des malgaches, et pourtant, on l'importe toujours. Si le prix du riz augmente sur le marché international, il y a des répercussions à Madagascar comme la baisse de pouvoir d'achat des ménages. La politique de gouvernance sur le riz est une composante essentielle de toutes stratégies de protection sociale. Par exemple, en 2007 l'Etat a supprimé le tarif douanier sur les importations du riz et fixé la taxe ad valorem¹⁸ à 18%. Cela a entraîné un gain considérable en termes d'efficacité sans oublier la diminution du prix de riz et augmenter le pouvoir d'achat de la population. Un autre exemple est qu'en 2008, l'Etat a supprimé la taxe ad valorem sur les importations de riz pour atténuer la pression sur les prix domestiques d'un pic de prix internationaux de la denrée alimentaire.

Cependant, la suppression ou la diminution des taxes bénéficie seulement les plus riches et les vendeurs net du riz issus de la population pauvre sont toujours les perdants. L'Etat pourra aussi mettre en œuvre des politiques pour augmenter la production de riz comme préconise dans « le plan directeur de la recherche en agriculture et sécurité alimentaire 2015 ». Dans son objectif spécifique 1 qui vise l'accroissement de la production et la productivité agricole afin d'atteindre une disponibilité durable des denrées alimentaires.

Une des solutions du problème récurrent de la disponibilité du riz dans les localités consommatrices nettes, serait de développer la riziculture dans les zones suburbaines des localités à forte densité des consommateurs telle que la capitale. Comme c'est le cas de l'agriculture urbaine pour nourrir les villes. En outre cultiver du riz diminue la probabilité d'être extrêmement pauvre pour un ménage, ceci s'explique par le fait que la production du riz est une activité centrale à Madagascar et la production en quantité suffisante permet une sécurité alimentaire, le cultivateur pourra aussi vendre le surplus.

¹⁸ Taxe pour les importations

b- L'économie de marché

Toujours est-il, pour la proposition des solutions, une économie de marché est beaucoup plus bénéfique que la consommation totale des produits dans les ménages. Pour les riziculteurs, il faut qu'ils pensent à commercialiser leurs produits en augmentant la production à l'aide des techniques modernes. L'esprit entrepreneurial leur aide à mieux gérer la quantité des produits destinée au marché et celle vouée à la consommation ménagère. Dans ce cas, ils gagnent de l'argent et mangent à leur faim.

Concernant le prix du pétrole sur le marché mondial, si le prix augmente, il y a des répercussions à l'intérieur du pays comme l'augmentation du frais du transport, de facture de l'eau et de l'électricité. Madagascar est en phase de recherche pétrolière dont l'exploitation est probable. En cas de bon indice, Madagascar sortira rapidement de la pauvreté car il ne compte que 24 millions d'habitants¹⁹. Mais l'exploitation du pétrole demande beaucoup de ressources financière et matérielle. Le gouvernement pourra se débrouiller pour trouver des financements nécessaires ou donner aux investisseurs étrangers de l'exploiter mais on fixe les règles du jeu sur l'exploitation, comme l'on fait beaucoup de pays de l'Afrique Sub-saharienne qui ont des ressources pétrolières.

Les pays producteurs du pétrole, membres de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole) ont des niveaux de vie très élevé grâce au pétrodollar et le savoir vendre.

2-5- Substitution de produits de base

Madagascar dispose de bon nombre de ressources disponibles et exploitables. Seules la haute technicité et la grande ingéniosité qui constitue une barrière à cette exploitation. Nos produits de base sont substituables, si et seulement, nous sommes à la hauteur.

a-Culture des produits de substitution du riz

Les ménages agricoles adoptent habituellement une stratégie compensatoire à la production de riz, en cultivant d'autres produits alimentaires de base qui sont des substituts du riz. Il s'agit en général de la culture sèche comme le maïs, le manioc, la patate, ainsi que d'autres tubercules comme le taro ou « saonjo ». Les autres céréales comme le blé et le sorgho sont aussi des produits de substitution du riz mais l'ampleur de leur culture reste pour le moment moins importante. La culture de ces produits diminue le besoin en riz qui va

¹⁹ D'après le calcul approximatif

automatiquement baisser son prix. En outre, les cultivateurs de ces produits de substitution pourront les vendre et consommer. De ce fait, ils auront d'autres sources de revenu, un bon signe pour les ruraux qui sont le plus touchés par la malnutrition.

Tableau 5: Superficies économiques, production, rendement, et revenu agricole par ménage pour quelques produits de substitution du riz

Produits	Superficie économique (Are)	Production moyenne (Kg)	Rendement moyen (T/Ha)	Revenu agricole (1000Ar)	Dont	
					Vente (1000Ar)	Autoconsommation (1000Ar)
Maïs	29,0	335,5	3,1	138,2	73,1	65,1
Manioc	33,5	650,1	6,9	155,6	53,8	101,7
Patate	19,8	361,1	7,5	91,6	20,3	71,6
Autre tubercule	11,7	317,3	5,7	124,5	42,0	82,6

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010

D'après ce tableau, plus de la moitié de ces produits de substitution de riz sont autoconsommés. La vente est inférieure à la consommation. Cela ne fait pas rentrer de l'argent donc n'augmente pas de revenu mais satisfait la consommation. La situation des ménages restent stable, ils n'achètent pas de la nourriture qui occupe une place importante dans la consommation des ménages. Donc, leurs dépenses en nourriture diminuent, ils ont de l'épargne.

Les cultivateurs de ces produits sont recommandés à augmenter la superficie des terres à cultiver afin d'augmenter la production.

b- Diminution de la dépendance pétrolière

Comme le prix du pétrole est trop cher sur le marché mondial et son prix de pétrole fluctue souvent, ses répercussions sur la consommation des ménages sont énormes. Il est ainsi nécessaire de remplacer ce produit par d'autres sources d'énergie autre que le pétrole. Actuellement, les énergies renouvelables sont très en vogue pourquoi ne pas les utiliser pour diminuer l'utilisation du pétrole ?

Par définition, l'énergie renouvelable est une ressource énergétique considérée comme inépuisable parce qu'elle provient de phénomènes naturels qui se produisent régulièrement. Les risques réels d'épuisement des sources d'énergie non renouvelable comme le pétrole à terme nous font considérer de plus en plus les sources d'énergies renouvelables. Il existe beaucoup de types d'énergie renouvelable, à savoir : l'énergie hydroélectrique utilisée

actuellement dans des centrales hydroélectriques, l'énergie marémotrice utilise le mouvement d'importantes masses d'eau lors des marées, l'énergie éolienne tire parti de la force du vent et l'énergie solaire qui peut être transformée en électricité ou en chaleur, est le plus grand espoir comme source d'énergie inépuisable.

Madagascar a toutes ces ressources, tout en disposant naturellement des cours d'eau exploitables, du vent partout, du soleil dans les azimuts. Si on arrive à bien exploiter tous ces potentiels, le problème sur le prix de pétrole sera résolu, le prix de l'électricité diminuera parce que cette énergie est parmi les plus grandes dépenses des ménages. Avec cette énergie renouvelable, les ruraux peuvent aussi accéder à l'électricité avec un coût moindre. Donc, l'utilisation de l'énergie renouvelable réduit le taux de pauvreté car son prix est moins cher que l'énergie non renouvelable.

Section 3 : Booster l'agriculture

Toujours dans la nutrition sensitive du PNAN III dans son intervention 1 « renforcement de la sécurité alimentaire des ménage », l'agriculture permet de répondre aux besoins des personnes en matière d'énergie et de nutriments essentiels. Les investissements pour la sécurité alimentaire doivent être réalisés à travers la diversification des productions agricoles pour assurer l'amélioration de l'accès à la consommation d'aliments à haute valeur nutritive. Il s'agit d'intervenir sur le renforcement et l'encadrement des ménages sur la promotion et la diversification des sources alimentaires et surtout sur la promotion de l'autoconsommation. Ceci dans le sens où les politiques et les stratégies agricoles doivent intégrer la nutrition à travers les actions visant les ménages vulnérables, afin d'assurer la sécurité alimentaire.

L'agriculture constitue une partie importante de l'économie de Madagascar. Il contribue à peu près 30% du PIB et emploie 80% de la population active²⁰. Avec ce nombre de personnes dans ce secteur, il est possible de changer la donne en augmentant la contribution de l'agriculture au PIB. L'augmentation de la production et celle de la productivité agricole visent l'objectif d'une disponibilité durable des denrées alimentaires.

²⁰ Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - *Politiques agricoles à travers le monde - Fiche pays - Madagascar, 2015*

1-Utilisation des techniques moderne

Les progrès scientifiques sur les systèmes et les techniques de culture n'ont pas cessé d'évoluer pour pouvoir faire face aux besoins de la croissance démographique. D'où l'acceptation par les paysans des nouvelles technologies et les innovations en matière de l'agriculture pour augmenter le rendement de la production agricole est nécessaire pour pouvoir augmenter la productivité. Comme exemple l'utilisation des résultats de recherche de la FOFIFA : les semences améliorer, utilisation du calendrier cultural qui s'adapte au changement climatique

Avec l'augmentation de la production, les agriculteurs pourront vendre le surplus de la production voire même l'importer. Fini l'autoconsommation de la production. Les agriculteurs gagnent plus d'argent et l'Etat peut aussi en profiter avec la rentrée des devises. D'où la part de l'agriculture dans le PIB augmentera automatiquement. La vente de la récolte augmentera les revenus du vendeur et les prix du produit d'alimentation pourront aussi diminuer car l'offre devient beaucoup plus. Avec la baisse de prix, les pauvres peuvent aussi accéder à la nourriture et manger à leur faim.

De même l'utilisation des techniques modernes dans le secteur de l'élevage est aussi à envisager car il occupe plus 70 % des ménages ruraux malgaches. Il est aussi très important dans la vie économique du pays. La modernisation de ce secteur est aussi à encourager car en utilisant des techniques modernes, la production augmente et le prix des nourritures d'origine animale va baisser. Les plus démunis pourront aussi s'offrir de la viande des produits laitiers.

2-Formation professionnelle en agriculture

Chaque année des milliers des jeunes entrent dans le monde de travail avec très peu de formation scolaire et pas de qualification professionnelle surtout dans l'agriculture. Il est à rappeler que plus de la moitié de la population vit en milieu rural. La pauvreté empêche ces jeunes d'accéder à un niveau d'étude plus haut d'où il ne trouve pas de travail décent que ce soit à la campagne ou en ville. Donc la mise en place des projets formation développement est plus que nécessaire pour ces jeunes.

3-Relancer l'agriculture

L'agriculture peut devenir le moteur majeur de la croissance et réduire la pauvreté. Car avec le nombre des personnes qui se trouvent dans ce secteur et en conjuguant les efforts de la politique de l'Etat, changement institutionnel et investir de plus dans ce domaine. La croissance du PIB agricole pourra augmenter et augmentera automatiquement au PIB. Des

métiers vont être créés car ce secteur est hautement intensif en main-d'œuvre. Par conséquent, tout le monde y gagne : création d'emploi et augmentation de la production. La littérature économique a montré que la croissance agricole se révèle deux fois plus efficace que d'autres types de croissance en matière de réduction de la pauvreté (Banque Mondiale, 2008).

Favoriser l'investissement du secteur privé dans le domaine des recherches en agriculture est aussi très important. Dans les pays développés, le secteur privé contribue beaucoup dans la recherche et développement pour améliorer l'agriculture. Contrairement à ce qui se passe dans les pays sous-développés, seul l'Etat investit en grande part dans ce domaine. Le secteur privé devra s'impliquer un peu plus dans la recherche et développement concernant l'agriculture comme c'est le cas dans les pays développés.

L'agriculture comme source majeure de revenu d'exportation, Madagascar exporte déjà les cultures de rentes comme le litchi, vanille, café et les divers épices. Il pourra aussi élargir son quota en exportation des produits d'alimentation comme le riz, le maïs, le manioc. Les terres fertiles non exploitées sont encore nombreuses et la productivité peut être augmentée par des actions ciblées sur les intrants et les équipements. Madagascar peut redevenir le pays exportateur comme il était à l'époque.

Enfin, l'agriculture conduira aussi l'amélioration de la sécurité alimentaire à l'ensemble du pays comme dans chaque ménage.

4-La sécurisation foncière

En plus de ce qui est dit ci-dessus, résoudre le problème de terre rassure les ménages à produire un peu plus. Pour ce faire il faut :

-Renforcer les études sur les problèmes de la sécurisation foncière et leurs impacts sur la productivité :

Meilleure compréhension de la sécurisation foncière, de ses relations avec la productivité agricole

-Appuyer les études foncières sur les problèmes d'aménagement agricole et de protection des bassins-versants :

Meilleure compréhension de la sécurisation foncière, de ses relations avec la productivité agricole dans les stratégies paysannes de gestion des bassins-versants

Chapitre II : L'IMPORTANCE DE LA PROTECTION SOCIALE

En plus d'améliorer l'agriculture et divers politiques pour lutter contre la malnutrition, il est nécessaire d'aborder de l'importance de la protection sociale. L'intervention 2 dans la nutrition sensitive du PNAN III « Renforcement de la protection sociale des groupes vulnérables en matière de nutrition (enfants, adolescents, femmes) ».

Section 1 : Protection sociale et Malnutrition

Par définition la protection sociale est « un ensemble de transferts et de services non contributifs (appui aux plus vulnérables) ainsi que d'autres assistance sociales contributives (pensions/ retraites, assurance chômage, etc.). Elle vise la promotion des moyens d'existence, la prévention des risques, la protection des plus vulnérables ainsi que la transformation structurelle des facteurs vulnérabilité »²¹.

Les politiques et programmes de protection sociale ont un fort potentiel pour améliorer la situation nutritionnelle des populations vulnérables. Il est nécessaire d'adopter une approche sensible aux enjeux nutritionnels dans leur conception et mise en œuvre, afin de s'assurer que ces politiques contribuent pleinement à la lutte contre la malnutrition.

La protection sociale a un impact positif sur la nutrition en améliorant la qualité du régime alimentaire, en augmentant les revenus et en améliorant l'accès aux services de santé.

1- La protection sociale : un lien avec le niveau économique

A l'instar de ce qui prévaut dans la plupart des pays africains sub-sahariens, le système de sécurité sociale à Madagascar demeure peu développé. La capacité de résistance de la population vulnérable aux risques covariants est de plus en plus affaiblie, en raison de la persistance de la pauvreté et du faible degré de développement économique. D'après les statistiques, publiées par le BIT sur l'ensemble de la population mondiale dans les pays les moins avancés économiquement, il n'y a que 10% de la population qui est couverte. On voit là le lien direct entre l'économie d'un pays et la protection sociale alors qu'il devra être le contraire car un pays sous développé, comme Madagascar, a besoin plus de protection vu le nombre des travailleurs, notamment les travailleurs temporaires(les saisonniers), les travailleurs dans le secteur agricole, et ceux de l'économie informelle ne bénéficient d'aucune couverture ni compensation pour les risques de maladies, d'accidents du travail, de vieillesse et de perte d'emplois.

²¹ Nutrition et Protection sociale, note de cadrage session thématique, Abuja Nigeria, 13 Décembre 2016

2- La protection sociale : un instrument efficace de lutte contre la pauvreté et l'inégalité

Parmi les mécanismes de réduction de la pauvreté et de limitation des inégalités, les systèmes de sécurité sociale ont fait la preuve de leurs efficacités. Ainsi, les pensions de vieillesse ont eu un fort effet de réduction de la pauvreté mais la couverture reste insuffisante dans la plupart des pays, et dans certains cas, la valeur des aides est loin d'être adaptée.

La protection sociale est le meilleur moyen de politique économique d'un grand nombre de pays. Cela reflète l'ampleur de la crise économique mondiale des dernières années et témoigne d'une reconnaissance croissante des revendications en matière de justice sociale. Ses vertus en matière de réduction de la pauvreté ne seront à même de se réaliser que s'il s'accompagne d'autres stratégies visant à renforcer les institutions sociales et du travail, et à favoriser un environnement macroéconomique propice à l'emploi et au travail décent.

3- Autres importances de la protection sociale

En période de crise, la protection sociale amortit l'impact de ce malaise pour les populations vulnérables. La situation où on vit actuellement à Madagascar montre l'urgence et l'importance de la protection sociale. Avec un bon système de protection sociale, qui couvre suffisamment toutes les personnes, l'impact de l'inflation sera moindre. La protection sociale joue un rôle essentiel pour soulager les populations de la peur de la pauvreté et de l'insécurité, et les aider à adapter leurs compétences afin de surmonter les contraintes qui font obstacle à leur pleine participation à un environnement économique et social en mutation rapide. C'est ce que Stiglitz appelle « stabilisateur automatique essentiel »²², qui amortit l'impact des crises sur les populations tout en maintenant la demande globale et en permettant aux travailleurs et à leurs familles de surmonter la pauvreté et l'exclusion sociale et de trouver des emplois décents.

Section 2: Les impacts nutritionnelles de la protection sociale

1- Augmenter ou stabiliser les revenus des ménages

1-1- Assurance

Les individus et les collectivités composent la société. Ces éléments sociaux sont de premier ordre d'importance à tous les niveaux d'études.

²² Stiglitz, 2009

a-Services rendus aux individus

L'assurance mutualise les risques difficilement assurables. L'affiliation et le paiement obligatoire garantissent l'assureur contre le fait de voir s'assurer que des individus à fort débours (principe de la sélection inverse). Il secrète toutefois celui de voir les assurés fréquemment indemnisés pour des risques auxquels ils se seront négligemment exposés (principe du risque moral).

La protection sociale participe à la gestion du cycle de vie en préparant à des retraites et en favorisant le lissage des revenus, c'est-à-dire même si on n'a pas du travail on a toujours du revenu par exemple l'assurance ou l'assistance chômage. Le service viager des pensions vieillesse donne au report sa pleine efficacité.

b- Services octroyés à la collectivité

Les secours publics sont destinés aux démunis. Ils peuvent être analysés comme un investissement en capital humain. En le protégeant contre les risques, on prend soin du capital humain en lui donnant de la valeur. L'investissement à ce capital est profitable pour la société, d'où la protection sociale procure aussi des gains sociaux, supérieurs aux gains privés. Ce faisant, elle libère leur potentiel inexploité et stimule l'activité productive, ce qui contribue à l'amélioration du développement du capital humain à court et long terme. Cela est favorable pour la performance macroéconomique générale. L'investissement dans la protection sociale, c'est du gagnant-gagnant.

La protection sociale doit être considérée comme une démarche d'insertion par la mise en place des structures facilitant la réinsertion sociale et professionnelle.

1-2-Transfert sociaux :

La protection sociale a pour objectif majeur d'améliorer la qualité de vie de couche sociale vulnérable et les aider à sortir des cercles vicieux de la pauvreté, à travers la mobilisation des entités étatiques. Elle s'adonne ensuite à la promotion du bien-être et de l'épanouissement de chaque individu par l'essor de la qualité de vie de la population en renforçant ses capacités à gérer les risques et en atténuant l'impact des chocs.

Au niveau des causes fondamentales et sous-jacentes, les transferts sociaux (non contributifs en faveur des plus vulnérables) peuvent pallier au manque de ressources et contribuer à réduire la pauvreté, l'insécurité alimentaire et augmenter le pouvoir d'achat. Ceci peut se traduire par un meilleur accès aux services de santé, une plus grande capacité à prendre soin des jeunes enfants et une amélioration du régime alimentaire des individus, et

finalement un meilleur état nutritionnel. Parmi les mesures de protection sociale, les transferts sociaux non contributifs (filets sociaux) ont montré de bons résultats sur la résilience des ménages et la nutrition. Comme c'est le cas de l'action effectuée par le gouvernement Malagasy dans le Sud de Madagascar en partenariat avec les bailleurs de fonds plus particulièrement la Banque Mondiale. Le projet s'appelle « Filet Sociaux de la Sécurité ou FSS », il consiste à effectuer des transferts monétaires réguliers au profit de plus de 80 000 ménages pauvres, tout en promouvant la nutrition, le développement de la petite enfance, l'assiduité scolaire des élèves et les activités productives des familles. Plus de 75 % des bénéficiaires de ces allocations sont des femmes. Les premiers rapports font état d'une amélioration de la fréquentation scolaire qui est passée à 97 %.

1-3-Subvention aux intrants

C'est une sorte de transferts sociaux qui vise à pallier les causes immédiates de la malnutrition.

Une vente de pack de produit alimentaire à bas prix peut aider les plus pauvres à manger à leur faim comme l'était le « tseamora » à son époque. Le *Tsena Mora* a été lancé en Octobre 2010, en tant que programme phare de la Haute Autorité de la Transition (HAT) destiné à atténuer l'impact de la crise politique sur les populations défavorisées en milieu urbain, particulièrement touché par la crise. Il fournit des produits alimentaires de base à des prix subventionnés aux pauvres dans ce milieu. Des points de vente spécifiques pour cette transaction ont été mis en place à Antananarivo et dans les cinq autres anciens chefs lieux de province.

Tableau 6: Vente subventionnée des produits alimentaires de base par Tsena Mora

Produit	Prix de vente subventionnés	Taux de subvention (% du Prix de vente Moyen)		Quantité vendue par Bénéficiaire (1 fois toutes les deux semaines)
		2010	2011(janvier-Mai)	
Riz	500 Ar par Kg	57%	64%	2-5Kg
Huile	2500Ar par litre	43%	44%	1litre
Sucre	1000Ar par Kg	56%	63%	1 Kg

Source : Ralaivelo (2011 b) ; données sur le prix issue de l'INSTAT

Ce tableau nous montre que les prix de la denrée de base sont subventionnés aux environs de 50% de son prix. Le programme *Tsena Mora* est désormais le principal programme de protection sociale du gouvernement. Les bénéficiaires de cette vente sont sélectionnés par le personnel du point de vente à partir de la liste des habitants vulnérables préétablies par le Fonkontany et cibles en particuliers les ménages ayant à charge 3 à 5 personnes n'étant pas en âge de travailler. Il en est de même pour les ménages ayant des revenus instables issus des emplois occasionnels, du secteur informel et des femmes qui travaillent dans ce secteur.

Cependant, le programme a été considérablement réduit à cause des contraintes financières, il est même interrompu depuis juillet 2011, à l'exception du sous-programme *vary mora*. Des critiques sont émises à l'encontre du programme comme seuls les ménages dans le centre urbain sont les bénéficiaires alors que les ménages des centres urbains secondaires et des zones rurales où se concentre la pauvreté n'ont pas accès au programme, ce qui pose le problème d'équité. En outre, le programme *Tsena Mora* bénéficie à l'individu non pauvre, d'après les données disponibles. En effet, elles bénéficient rarement aux ménages les plus pauvres.

Malgré toutes ces critiques, d'après l'enquête réalisée au petit nombre des bénéficiaires²³, on rapporte que *Tsena Mora* a probablement subventionné un tiers environ des dépenses totales en riz des bénéficiaires de ce programme qui sont satisfaits à son égard. Donc, le programme *Tsena Mora* a comme côté positif l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la vulnérabilité dans les chefs-lieux des six provinces où le programme a été en place. Ce programme a vraiment aidé les bénéficiaires et ils sont satisfaits.

Pour le cas de cette vente de pack de nourriture, il devra couvrir dans tout Madagascar, mais non seulement dans les anciens chef de province. Et ciblé vraiment les plus pauvres par des critères bien définis pour que les véritables cibles puissent en bénéficier. Par exemple vente subventionnée de pack de nourriture diversifié aux femmes enceintes et aux mères ayant des enfants de 6 mois à 5 ans qui n'ont pas les moyens nécessaires pour s'offrir ces alimentations.

²³ Ralaivelo 2011 b

1-4-Travaux Publics à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO)²⁴

a-Définition :

Les programmes de travaux publics fournissent des emplois à courte durée à des salaires bas pour des travailleurs qualifiés et non-qualifiés dans les projets à haute intensité de main-d'œuvre tels que la construction de route et la réhabilitation des infrastructures d'irrigation, le reboisement et la conservation de sol, et octroient des revenus minimum aux pauvres en permettant aux chômeurs d'intégrer le marché de travail.

Les travaux HIMO sont axés sur la création d'emploi temporaire dans la réalisation et l'exécution des travaux d'infrastructure en milieu urbain en général. A cela s'ajoute la programmation et la réalisation des microprojets, la réalisation des infrastructures communautaires. Les principales cibles sont les populations dont les enfants sont mal nourris, les femmes enceintes dont les maris sont prioritaires aux travaux, les veuves, les sans-emplois, les nouveaux pauvres et les chômeurs.

Actuellement les travaux HIMO est financé par la Banque Mondiale qui se présente sous forme « Le programme Argent contre travail productif fournit une source de revenus réguliers aux 32 000 ménages participants (dont 50% dirigés par des femmes) au moyen d'allocations versées en contrepartie d'activités productives destinées à mettre les communautés à l'abri des chocs climatiques, par exemple par l'aménagement de terrasses, l'amélioration biologique des sols et les mesures de lutte contre l'érosion, telles que le reboisement et/ou la conservation des ressources en eau.

D'après cette définition, les programmes HIMO ont été utilisés d'abord pour atténuer les effets néfastes des crises (catastrophes naturelles, crises socio-économiques) et ensuite réduire la vulnérabilité des ménages pauvres. Les travaux HIMO, dans les pays à faible revenu, se reposent sur cinq considérations²⁵ :

-Les programmes fournissent des transferts de revenu aux ménages pauvres. Dans les pays à fort taux de chômage, les transferts peuvent empêcher la pauvreté de s'empirer, particulièrement pendant les périodes critiques.

-Selon leur timing, les programmes de travaux publics peuvent également permettre à des ménages d'affronter tous les déficits de consommation qu'ils peuvent éprouver (par exemple, pendant la période de soudure ou après tous les chocs covariants).

²⁴ Travaux publique à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) pour la protection sociale à Madagascar : problème et option politique

²⁵ Subbarao, 2003

-Les programmes « workfare » bien conçus construisent ou réhabilitent des infrastructures nécessaires et minimisent ainsi la différence entre les dépenses publiques sur les transferts de revenu et le développement.

-Les biens durables que ces programmes créent ont le potentiel de produire des avantages sur les emplois au second tour pendant que les infrastructures nécessaires sont développées.

-Les programmes peuvent cibler des zones géographiques spécifiques avec des taux élevés du chômage et de pauvreté. Les zones et les communautés pauvres peuvent bénéficier directement du programme (en terme de transfert des bénéfiques) et indirectement (en terme de biens matériels que le programme crée ou réhabilite).

Les ménages à Madagascar ont besoin de ces travaux HIMO vue la vulnérabilité, la pauvreté, le taux de chômage.

b- Les travaux HIMO

- Les travaux HIMO pour la sécurité alimentaire

C'est le FID qui fait cette activité pour que les plus pauvres puissent manger en période de soudure. D'après les bénéficiaires, les travaux HIMO les aident beaucoup. Après le paiement, les bénéficiaires vont directement au marché pour acheter de la PPN et de la viande. Cette main d'œuvre est essentiellement composée de femmes issues des catégories vulnérables de la population et leurs enfants sont entre temps pris en charge par l'organisme qui les embauche, en l'occurrence le FID, qui leur offre également pendant la durée des travaux prévus pour 30 jours, du savon.

Le « Asa Avotra » argent contre travail illustre bien les travaux HIMO pour la sécurité alimentaire. L'objectif principal de ce projet est de soutenir les familles vulnérables, touchées par l'insécurité alimentaire, en pourvoyant de l'emploi temporaire avec le système HIMO. Le « Asa Avotra » priorise les femmes chef de famille.

- Des moyens pour résoudre le chômage

Pendant la période où il y a beaucoup de chômage, les travaux HIMO est l'un des moyens pour résorber ce problème social. Actuellement, le FID utilise le HIMO pour aider les plus pauvres en période de soudure, ce projet aide beaucoup les villageois. Avec l'argent gagné avec l'HIMO, ils peuvent s'offrir un peu de viande vu qu'ils ont en régime hypo protidique d'origine animale.

Cependant, les travaux HIMO ne durent pas, après que les travaux soient terminés, les gens deviennent encore sans emploi. Donc, c'est une situation passagère, la durée trop courte ne suffit pas pour l'aider à sortir de la pauvreté ou de la vulnérabilité. Ensuite, il profite à la plupart du temps seulement au travailleur non qualifié. C'est son but de donner du travail au plus pauvre mais d'une manière discontinue et isolée. C'est un travail point à temps.

- Moyen d'augmentation des revenus des plus pauvres

Les travaux HIMO répondent aux besoins des populations pauvres en revenus supplémentaires indispensable pendant les moments critiques tels que la période de soudure ou après les chocs. Ils sont programmés dans la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité. Pendant ces périodes si dure, les travaux HIMO augmentent les revenus des gens vulnérables en lui donnant du travail même si c'est temporaire. Cela augmente leur pouvoir d'achat dans l'immédiat. Toutefois, des problèmes résident sur l'efficacité des travaux HIMO dans la réduction de la pauvreté. Parfois les bénéficiaires ne sont pas les plus pauvres et les groupes les plus démunis. Il y a donc le non garantis de l'auto-ciblage des pauvres. Donc comme recommandation, il faut bien cibler les populations les plus pauvres en utilisant les différentes méthodes de ciblage.

- Les moyens de réduction des risques naturels

Il est de rôle de l'Etat de venir en aide aux sinistrés des catastrophes naturelles comme le cyclone, la sécheresse, et autres catastrophes naturelles. En ce qui concerne le cyclone que nous sommes victimes tous les ans, les meilleurs moyens d'atténuer les effets c'est de bien préparer son arrivée, d'une manière préventive, par exemple en mettant des sacs de sable sur le toit. C'est un moyen traditionnel mais efficace.

L'Etat aussi a mis en place une Politique Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes, établie par la loi en 2003. Ce politique fournit un cadre exhaustif pour la gestion des catastrophes. Beaucoup d'institutions s'occupent de la gestion de risque, le plus connu d'entre elles c'est le BNGRC (Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes) créé en 2006(Décret No. 2006-904), qui relève du Ministère de l'Intérieur. Il a comme responsabilité la préparation et la réaction d'urgence aux catastrophes. Par exemple, en période de cyclone il aide les gens à bien préparer l'arrivée de la catastrophe, ainsi, les gens sont avisés et le risque va diminuer. Après le cyclone, il apporte des aides aux sinistrés. En 2007, il a organisé un entraînement efficace aux activités d'alerte rapide et de préparation préalable des communautés au niveau départemental. Un Plan National d'Urgence et de

Contingence a été préparé en octobre 2007 par le Comité de Réflexion des Intervenants en Cas de Catastrophes (CRIC), la plateforme locale d'aide humanitaire gérée par la BNGRC. Ces risques naturels ne sont pas l'évitables mais on pourra diminuer son impact en suivant tous les consignes donnés par les responsables ou autorités compétentes.

Section 3 : Mesure pérenne pour lutter contre la malnutrition

1-Renforcer le rôle et l'autonomie des femmes

Comme annoncer plus haut, les femmes sont parmi les plus vulnérables. Elles représentent un peu plus de la moitié de la population mondiale, mais elles sont plus susceptibles de souffrir de la faim que les hommes. C'est parce que les femmes ont souvent un accès inégal aux ressources, à l'éducation, et au revenu, et parce qu'elles participent moins à la prise de décision. Aider les femmes à bénéficier des prestations sociales contribue à rompre le cycle intergénérationnel de la malnutrition²⁶. Il faut en particulier améliorer l'accès des femmes à l'éducation, aux biens et aux ressources, tout en considérant leur charge de travail et contraintes de temps. Impliquer les hommes dans la résolution des problèmes de genre est aussi important pour renforcer l'impact positif des programmes de protection sociale sur la nutrition.

1-1-Les femmes solution pour lutter contre la malnutrition

Les femmes sont une des solutions la plus efficace pour prévenir et combattre la faim. Dans de nombreux pays, les femmes constituent la majorité des travailleurs agricoles et elles sont la colonne vertébrale des systèmes de production alimentaire. Le PAM s'engage à promouvoir, par le biais de ses programmes, actions et politiques d'aides, l'autonomisation des femmes comme clé pour améliorer la sécurité alimentaire de tous. Ces programmes visent à favoriser l'intégration des femmes. Ils veulent que les femmes, les hommes, les filles et les garçons aient un accès égal aux ressources et aux opportunités.

L'autonomisation des femmes un facteur de développement durable pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En effet, le selon le rapport SOFA 2011, si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, elles pourraient augmenter de 20 à 30 pour cent les rendements de leur exploitation, ce qui aurait pour effet d'accroître la production agricole totale des pays en développement de 2,5 à 4 pour cent. Des gains de production de cette ampleur pourraient réduire de 17 pour cent le nombre de

²⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Nutrition et Protection sociale

personnes souffrant de faim dans le monde. Par ailleurs, il est démontré que la gestion d'un capital plus important par les femmes a des effets positifs sur la formation de capital humain et sur la croissance économique, les femmes dédiant une part plus importante que les hommes à l'alimentation, à la santé et à l'éducation de leurs enfants.

1-2-Exemple : Economie Ménage et Groupement des Femmes

L'EMGF, est une action visant à améliorer la sécurité alimentaire des ménages. Comme son nom l'économie des ménages, c'est de donner des formations aux mères pour qu'elles puissent améliorer le rentré de revenu en leurs apprenants les diverse techniques pour être un bon entrepreneur et par conséquent pouvoir améliorer l'alimentation de leurs enfants avec l'augmentation du revenu. Donner des formations pour que les mères deviennent des entrepreneurs avec leur petit AGR, en les fournissant le nécessaire.

L'insuffisance des pouvoirs d'achat des mères sont des obstacles pour les enfants de manger des alimentations suffisante et saine. C'est la raison d'être de l'EMGF. Le but de cette solution est de combattre la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans en aidant à améliorer leur revenu. Donner aux femmes les moyens de gérer leurs argents, cette solution est destiné aux femmes qui ont des activités génératrice de revenu comme l'agriculture, l'élevage, le petit commerce, la lavandière.

C'est une formation à deux niveaux :

Le premier niveau de formation est destinée à des femmes disposant déjà des activités génératrices de revenu, sans distinction de valeur de fonds utilisés, en particulier les mères à faible revenu et leur fournit des connaissances nécessaires dont elles ont besoin sur le développement personnel pour pouvoir mener à bien et développer leur AGR, sur la gestion financière de l'AGR et du ménage et de l'éducation nutritionnelle, afin qu'elles puissent améliorer leur source de revenu et en même bien manger. Et aux mères fréquentant le site communautaire Programme de National Nutrition Communautaire (PNNC) c'est-à-dire avoir des enfants de moins de 5 ans.

Quant au deuxième niveau de formation, il est consacré au groupement des femmes. Ce groupement représente une opportunité aux mères pour qu'elles puissent chercher ensemble les moyens d'améliorer leur activité génératrice de revenu de façon durable et ainsi que leur revenu respectif. C'est une occasion aussi d'inviter les bénéficiaires-cibles à réfléchir et à valoriser l'importance d'un regroupement socio-économique de base pour le développement communautaire. Dans la formation de niveau 2 aussi i y a l'intervention des technicien en agriculture et élevage.

a-Comportement des mères avant la formation

Avant la formation de niveau 1 les mères sont stressées face aux divers problèmes de la vie quotidienne. Elles travaillent dur mais aucun résultat car elles ne savent pas gérer leur activité génératrice de revenu et elles n'ont même pas le temps pour prendre soin d'eux et de leurs enfants plus particulièrement l'alimentation de l'enfant. Le peu de revenu que la famille gagne sont mal gérés et ils sont en situation de manque et surendetté pendant toute l'année. Ce tableau ci-dessous représente les comportements des mères avant la formation en économie des ménages (formation de niveau 1).

Tableau 7: Comportement des mères avant la formation en 2016

Gestion de Stresse	AGR	Gestion Financière	Habitude Alimentaire
Manque des temps pour préparer l'alimentation des enfants	- Travail journalier aux champs « Sarakatsaha » -Lavandière -Fabrication de Charbon -Agriculteurs -Eleveur -Revendeur des légumes	Manque d'argent pour acheter de la nourriture	Aliment non consommé par les enfants: produit laitier (fromage, beurre,...) et viande Aliment non consommé par la famille : fruit de mer

Source : Investigation personnelle

Ce tableau représente les traits caractéristiques des mères avant les formations : manque de confiance en elle, l'argent est mal géré et avec des habitudes alimentaires non nutritif.

La méthodologie adoptée pour récolter les données sont les suivantes :

-Avant la formation il y a une enquête préliminaire sur quelque mère future participante à la formation de niveau 1. Cette enquête se manifeste par un remplissage de fiche préparé à l'avance.

-Après la formation il y a une l'évaluation, les participantes remplissent une fiche d'évaluation et suivi de visite à domicile pour demander l'avis des entourages (voisin, mari, enfant).

b- Quelques mois après la formation de niveau 1

Après la formation, voilà ce qui est devenu des mères.

Tableau 8: Résultats économique dans 04 régions

REGIONS	Alaoatra Mangoro	Analamanga	Amoron'i Mania	Haute Matsiatra
Nutrition	Consommation de poisson et viande, lait, yaourt	Début de consommation de fruits, produits laitiers, poisson	5 ménages ont commencé à consommer de la viande 1 fois / semaine	Consommation de poisson, viande, légumes variés
Ustensile de cuisine	Marmite Couteau	Cuvette Assiettes	11 familles ont acheté des assiettes	Marmites Cuillères
Acquisition des matériels	Lecteur CD Plaque solaire	Machine à pâte Abreuvoir	Plaque solaire Bêche	Meuble Montre
Extension d'activité	Elevage des volailles Culture de légumes Augmentation de la surface cultivable	Elevage de poulet Culture des légumes	Culture de légumes Elevage de poulet	Pisciculture Culture des légumes
Epargne	2 à 20 sacs de riz = 18 ménages 3000 Ar/jour à 100 000 Ar /mois	1000 Ar /jour à 40 000 Ar/ mois	100 à 300 Ar/jour à 20 000 Ar / Mois	1000 Ar / jour à 2000 Ar par semaine
Effets vestimentaires	Draperie Blouson pour les enfants	Manteau Tricot pour enfants	Couvre lit Vêtements pour enfants	Couverture Blouson pour enfant

Source : investigation personnelle

Quelque mois après la formation niveau 1, les mères ont commencé à améliorer leurs habitudes alimentaires.

D'après ces tableaux, il y a des changements sur le revenu des mères. La preuve ce qu'elles ont changé en bien leurs habitude alimentaires, l'acquisition des nouveaux matériaux comme les ustensiles de cuisine et l'extension des activités.

Il y aussi des résultats non économique comme moins de stress, plus de confiance en soi, savoir planifier son emploi du temps.

Pour ces quatre régions, les résultats de la formations de niveau 1 sont les mêmes, palpables : les mères ont pu augmenter leurs revenus, alimentation des enfants sont amélioré.

Trois à cinq mois après la formation niveau 2, des groupements des femmes sont formé de leurs propres chefs. En tout 8 groupements des femmes sont mis en place dont 3 créés officiellement et 5 en cours (Groupement, Association et coopérative) et ces groupements sont viable jusqu'à maintenant même s'il n'y a plus suivi. Cela explique que ces femmes ont bien compris la formation et l'applique dans leur vie et elles ont devenu des bons entrepreneurs et leader.

1-3-Avantage de l'EMGF

a- La promotion de l'entreprenariat féminin

Tout d'abord, l'épanouissement des mères c'est-à-dire faire ce qu'elle aime. Donner du sens à votre travail, donc à votre vie. Comme montre le tableau 8, le résultat est très probant : les activités génératrices se sont améliorées et des changements positifs sont constatés au niveau des bénéficiaires ainsi que leurs entourages. Ensuite, il est toujours possible d'élargir, il y une évolution. Comme tout bon entrepreneur, ils sont partis de rien et devenu des millionnaires. De plus, être un entrepreneur permet d'avoir une autre vie, différent de nos aînés, amis ou autre. Avoir le choix de choisir un autre chemin. D'ailleurs, on peut vivre des expériences intéressantes. L'apprentissage des nouvelles choses dans différentes domaines comme la gestion, le marketing. Ces femmes sont devenu des bon leaders dans la vie quotidien et devenu des exemples pour d'autre femmes c'est-à-dire se distingue par rapport aux autre femmes qui n'ont pas reçu les formations.

b-L'autonomisation des femmes

L'ODD5 : assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (notamment des filles, des femmes adultes et des populations vulnérables et marginalisées) sont des éléments essentiels pour une bonne nutrition. Les lois et politiques sur l'égalité et l'autonomisation des femmes contribuent grandement à garantir une bonne nutrition pour tous.

L'autonomisation des femmes est aussi fondamentale, pour les aider à mieux contrôler leurs revenus et à prendre leur part dans les décisions familiales. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), accorder aux femmes un accès équitable à toute la panoplie de services agricoles, terres, finance et marchés, permettrait de réduire de 100 millions le nombre de personnes souffrant de la faim, à 150 millions. La prise en compte de considérations sexospécifiques dans les entreprises et les politiques peut par ailleurs faire une immense différence pour améliorer la nutrition, grâce par exemple aux

congés maternité ou à la prise en charge des petits qui permettent aux femmes de continuer à allaiter tout en reprenant leur travail.

Mettre fin à la malnutrition et, partant, au retard de croissance des enfants est à la fois une question d'équité et un problème d'efficience du développement. Nous pouvons et nous avons le devoir d'éradiquer ce fléau pour que chaque enfant, et chaque pays, puisse enfin déployer tout son potentiel.

2-Améliorer et investir dans le capital humain

Devant la déscolarisation massive des enfants malgaches, de la précarité et vulnérabilité sanitaire de la population, de l'importance de la malnutrition notamment chronique, d'un sous-emploi massif latent et rampant et du dualisme entre un secteur formel peu générateur d'emplois et un secteur informel qui en crée beaucoup, le système doit faire l'objet de réajustements. Le système éducatif et sanitaire est en effet globalement défaillant avec l'insuffisance des allocations budgétaires, du nombre réduit des effectifs du corps enseignant et médical et de la détérioration des conditions infrastructurelles associée au manque d'entretien et surtout, à la récurrence des diverses catastrophes naturelles comme les cyclones, les inondations.

La protection sociale peut non seulement influencer la quantité et la diversité d'aliments consommés par chaque individu, mais aussi les pratiques liées aux soins, l'assainissement et l'éducation ainsi que les causes basiques de la malnutrition, telles que l'accès inadéquat aux ressources.

L'axe 4 de la PND « Capital humain adéquat au processus de développement » vise à restaurer la culture de l'excellence et de l'utilité des services publics offerts et la dignité humaine en offrant entre autres des services sanitaires et d'éducation de qualité dans un environnement sain ; des opportunités pour la capitalisation du savoir-faire et des expériences des individus en adéquation avec la formation et les besoins du développement et surtout la mise en place d'un mécanisme d'accélération de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans la perspective des Objectifs Durables pour le Développement (ODD).

2-1-Education

Les enfants qui souffrent de retard de croissance à un âge précoce obtiennent de plus mauvais résultats aux évaluations cognitives et ont des niveaux d'activité plus faibles. Un enfant ayant un retard de croissance à 6 ans risque de perdre 4 années de scolarisation en termes d'altération de ses performances associée au déficit de son développement cognitif²⁷.

L'éducation est l'investissement le plus sûr, on ne perd pas quand on est bien éduqué. Ainsi l'accomplissement du niveau primaire réduit la chance d'être pauvre à 5%, celui du niveau lycéen et universitaire à 17% à Madagascar²⁸. Un meilleur taux de scolarisation contribue à rompre le cercle vicieux de la pauvreté en assurant un meilleur équilibre dans la participation à la croissance économique et à sa distribution.

Dans le secteur de l'Education, la majorité de ces programmes vise à réduire directement les coûts par l'octroi des subventions destinées à couvrir les frais d'inscription, les cantines scolaires et les kits scolaires (sacs d'école et fournitures scolaires habituelles). En réponse à la crise politique et économique de 2002, le nouveau Gouvernement de l'époque a éliminé les frais de scolarité et transféré des fonds aux écoles dans le but de compenser la perte de recettes qui en a résulté. Toutes les écoles publiques ont reçu une subvention de cotisation scolaire valide jusqu'à l'année scolaire 2008-2009. Des kits scolaires ont également été distribués à tous les élèves de CP 1 au cours de la même période.

Ensuite, viennent s'ajouter le recrutement massif d'enseignants communautaires (ENF) et la subvention de l'Etat à leur salaire ; la construction d'environ 2000 salles de classes par an ainsi que le recrutement d'un nombre équivalent d'enseignants ; la distribution de kits scolaires aux élèves. En 2008, un Second Plan EPT fut adopté avec l'introduction d'une seconde réforme portant sur le basculement progressif de l'Enseignement Fondamental. Cette restructuration est basée sur le changement du système actuel de 5 ans du primaire, 4 ans du secondaire 1^{er} cycle et 3 ans du secondaire 2nd cycle vers un système de 7 ans du primaire, 3 ans du secondaire 1^{er} cycle et 2 ans du secondaire 2nd cycle. Pour redresser l'enseignement de base, le gouvernement actuel va mettre en place progressivement le plan Sectoriel de l'Education ou PSE. Le PSE est un plan mis en œuvre par le Ministère de l'Education National, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. L'éducation fondamentale durera 9 ans c'est-à-dire l'EPP et le CEG sera fusionné et le CEPE n'aura plus sa raison d'être. Cette réforme a pour but de garder les enfants un peu plus longtemps à l'école. Dans les milieux

²⁷ La nutrition et développement durable de l'après 2015

²⁸ DSRP Madagascar Juillet 2003

ruraux les parents n'ont qu'une seule ambition de voir ses enfants réussir le CEPE et abandonner l'école après. Il y a aussi le recrutement massif des enseignants FRAM²⁹.

En ce qui concerne la compétence des personnes face aux marchés du travail, la formation professionnelle contribue beaucoup. L'enseignement technique a une vocation de donner aux jeunes l'opportunité de se préparer au monde du travail. L'alphabétisation ne suffit pas pour le développement. D'où, l'Etat offre une formation professionnelle aux personnes adultes pour leur entrée dans le monde du travail qualifié.

En plus de tout cela l'ODD 4 : assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Cela renforce tout ce qui est déjà dit en haut.

La promotion et la valorisation de l'enseignement technique et professionnel et assurer une formation universitaire répondant aux normes, aux besoins et à l'assurance qualité. Ce qui nous amène au deuxième point le travail.

Comme recommandation, pour inciter les enfants à retourner à l'école, il faut continuer la distribution des kits scolaires qui ont cessé depuis quelque temps et de renforcer la cantine scolaire afin de motiver les élèves à retourner à l'école. La distribution des kits scolaires devra cibler les enfants le plus pauvres, c'est-à-dire ceux qui sont dans l'école publique donc exclut ceux qui sont dans le privé. Le renforcement de la gratuité de l'éducation de base dans les écoles publiques.

2-2-Travail

Défis numéro 8 du Politique Générale de l'Etat : la création d'emploi et ODD 8 parle de promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. À Madagascar, ce n'est pas le chômage qui est le problème dont son taux est très faible, mais c'est l'emploi. Ce dernier n'est pas décent ou n'est pas productif, c'est un emploi qui fait gagner juste ce dont on a besoin aujourd'hui. La question qui se pose est la création des emplois productifs. La Politique Nationale de l'Emploi (PNE) adoptée en 2005 à la suite d'un long processus qui s'est attaché à accorder une importance capitale au tripartisme, cristallise la vision et les orientations adoptées par le pays en matière d'emploi et reflète la volonté d'accorder à l'emploi une place primordiale dans le processus de développement du pays. La PNE est le principal cadre de référence et d'orientation en matière d'emploi et définit les axes d'intervention prioritaires. La PNE est

²⁹ Fikambanan'ny Ray amandrenin'ny Mpianatra

assortie d'un programme intégré pour sa mise en œuvre, le Programme National de Soutien à l'Emploi, adopté en 2006 par le Gouvernement, les partenaires sociaux, la société civile et d'autres entités concernées. Le but de ce programme est de faire face à la pauvreté. Il comporte trois axes stratégiques principaux, à savoir : le développement local des compétences, la dynamisation des secteurs générateurs d'emploi, et l'amélioration du cadre légal et institutionnel de l'emploi. Ces stratégies visent notamment la sécurisation de l'emploi, le développement de la formation professionnelle (Axe 4 de le PND), la conception d'un système d'information intégré sur l'emploi. Le Programme Pays pour le Travail Décent ou PPTD constitue à la fois un processus et un outil. Il vise à promouvoir l'adoption du travail décent. Le programme a pour priorité de favoriser l'accès des groupes vulnérables à l'emploi par le renforcement de leur employabilité et par la dynamisation des secteurs générateurs d'emploi et ainsi l'amélioration de la productivité du travail par la promotion du dialogue social, les principes et droits fondamentaux au travail et la protection sociale.

Cette première priorité comporte trois aspects : le renforcement de l'employabilité à travers la formation professionnelle et l'adéquation de la qualification avec les besoins du marché du travail. Les cibles prioritaires sont les jeunes, les femmes et les ruraux, qui sont les groupes les plus touchés par le chômage et le sous-emploi, et dont les revenus sont les plus bas. Ensuite, la création d'emplois par l'appui aux principaux viviers d'emploi, à savoir, pour Madagascar, l'agriculture, le secteur des BTP, le tourisme, l'artisanat, les mines et les PME. Enfin, l'amélioration de la productivité de l'économie rurale et du secteur privé doit contribuer à assurer la sécurité et la pérennité de l'emploi dans le contexte d'ouverture économique et de crise financière qui appelle une forte compétitivité.

La seconde priorité, en matière de dialogue social, la consolidation des acquis insistera sur son efficacité et sa qualité. L'objectif est de susciter une plus forte implication et une participation effective des partenaires au processus de prise de décision économique et sociale. Les indicateurs à considérer sont : le taux de diminution des litiges de travail, le pourcentage des enfants travailleurs de 7-17 ans, la disparité salariale homme/femme, le taux de croissance du nombre des entreprises ayant une politique de lutte contre le VIH/Sida.

Le PND dans son axe 3 préconise une « Croissance inclusive et ancrage territorial du développement ». Cela sous-entend la création d'emploi formel avec des bons salaires et pris en charge par les organismes de la protection sociale (CNaPS et OSTIEs). L'attraction aux IDE figure parmi les axes principaux des politiques gouvernementales successives à Madagascar pour pallier à la faible capacité de l'économie à résorber le surplus d'offre sur

le marché du travail et d'améliorer les conditions de vie des ménages. Par exemple, le projet Ambatovy a donné beaucoup d'emplois aux malgaches, c'est un IDE.

Promouvoir l'emploi décent, l'un des plus grands problèmes à Madagascar c'est la précarité du travail. Pour y arriver, il faut faire des investissements en capital humain par le biais de l'éducation et la formation surtout professionnelle technique. Une fois ils auront de travail décent, ils seront pris en charge automatiquement ; la plupart de l'emploi décent sont affiliés à des organismes de protection sociale. Mais avant d'avoir de bon capital humain, il est important de bien former le personnel enseignant, dans certaines régions de Madagascar, un niveau BEPC enseigne au primaire sans passer à la formation pédagogique.

Une politique de main-d'œuvre est aussi nécessaire en faisant l'inventaire de force dont dispose l'économie, comme nous avons beaucoup de main-d'œuvre. C'est notre pluralité numérique qui est la force. La force que nous disposons devra être améliorée par la formation professionnelle ; repérer les travailleurs productifs, décelé, discerner ceux qui doivent être formés.

D'abord, ramener le secteur informel dans le bon droit en suivant le processus de formalisation d'une entreprise. Cela semble difficile, donc le mieux c'est de promouvoir ce secteur afin qu'il puisse parvenir à satisfaire les besoins fondamentaux des ménages.

Le secteur informel occupe une place importante dans notre économie, donc il faut le transformer en force productive. D'après les analyses, ce secteur constitue un stock de main-d'œuvre, il offre un potentiel de travailleurs formé aux secteurs modernes, d'une part, et il accueille le surplus des travailleurs, nouveau venus, non intégrés dans le secteur moderne d'autre part. Il a comme avantage d'éviter un chômage ouvert et il joue un rôle palliatif. Ensuite, le secteur informel constitue un passage vers un secteur urbain par l'auto emploi. Il doit être absorbé par le secteur moderne. Et puis, le secteur informel contribue à la formation du capital humain à un coût faible, dispositif plausible au développement endogène (apprentissage par application). Enfin, en s'approvisionnant, dans le stock de ressource locale, le secteur informel les alloue avec efficacité et au-delà de leur valorisation. Il permet d'insérer ainsi la main d'œuvre non qualifiée qui n'est pas intégrée dans le secteur moderne.

2-3-Santé

A la différence des programmes du secteur de l'Education, les programmes de protection sociale du secteur de la Santé, visant à améliorer l'accès des plus pauvres et des plus vulnérables, ont été réalisés à petite échelle, amenant des résultats négligeables

et insuffisants. D'abord, dans les Centres de santé de base (CSB), les fonds de participation du Financement pour l'Approvisionnement Non-stop en Médicaments (FANOME) procurent gratuitement des médicaments aux couches les plus pauvres de la population. Malgré la couverture de FANOME qui demeure très limitée, certaines localités n'ont pas accès.

En vue de l'améliorer l'état de santé de la population et de l'atteinte l'Objectif du Développement Durable 3 « assurer une vie saine ». Le Ministère de la Santé Publique a les défis suivants à atteindre :

- mettre en œuvre un système de santé performant ;
- assurer les soins de qualité accessibles à toutes les catégories de la population en priorisant les couches vulnérables ;
- garantir un état de santé de la mère et de l'enfant amélioré particulièrement en milieu rural ; mener une lutte contre les maladies, des ripostes aux urgences et aux épidémies bien coordonnées ;
- développer une hygiène et un assainissement de base développés dans les zones à forte densité de population.

Afin de faire face à ces défis, les stratégies adoptées sont les suivantes : le renforcement du système national de santé ainsi que la promotion de comportement sain. En plus de tout cela, des priorités sont accordées aux mères et aux enfants par la Semaine de la Santé de la Mère et de l'Enfant ou SSME. Il ya aussi le déparasitage et la vaccination contre la poliomyélite.

Ensuite, des fonds d'équité dans les hôpitaux sont destinés à dispenser les frais des plus pauvres, mise en place par le ministère de la santé et du planning familial. Ces fonds sont attribués aux CHU (Centre Hospitalier Universitaire) et aux CHRR (Centre Hospitalier Régionaux de Référence) dans 10 des 22 Régions. Ils visent à accroître l'utilisation des services hospitaliers par les individus les plus démunis en couvrant tous les coûts d'hospitalisation, dont les médicaments, les procédures médicales, l'hébergement et les repas.

Enfin, l'intervention 4 de la nutrition sensitive du PNAN III « renforcement de la maladie lié à la malnutrition ». Les synergies sont très fortes entre la nutrition et la santé, une bonne santé passée par une bonne nutrition. Dans le cadre de la synergie entre différents secteurs, l'accès et la couverture des services de sante et de nutrition, ainsi que la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant sont des facteurs à considérer. Les enfants malades fréquentant les sites communautaires sont référé au CSB, il y a aussi des centre de prise en

charge des enfants atteints de la malnutrition aiguë sévère dans les CSB. En matière de prise en charge des enfants malnutris, Madagascar dispose en 2012³⁰ :

- 49 centres de Récupération et d'Éducation nutritionnelle Ambulatoire Intensive (CRENI)
- 438 centres de Récupération et d'Éducation nutritionnelle Ambulatoire de la Malnutrition Aiguë Sévère sans complication (CRENAS)
- 12 centres de Récupération et d'Éducation nutritionnelle Ambulatoire de la Malnutrition Aiguë Modérée.

En plus de tous ces efforts faits par le gouvernement pour améliorer la santé de la population, il faut renforcer la gratuité dans les hôpitaux publics afin de donner priorité aux plus pauvres car en réalité, les hôpitaux publics ne sont pas vraiment gratuits. En outre, il faut aussi améliorer la qualité des services que les hôpitaux publics fournissent.

La santé et les revenus forment des éléments d'un cercle vertueux, dans lequel les hausses de revenus conduisent à une meilleure santé, laquelle mène à un accroissement des revenus. L'amélioration sanitaire aide les enfants à rester à l'école et augmente la productivité des actifs dans leurs champs et dans leurs emplois. Elle accroît les possibilités d'épargne et d'investissement pour l'avenir ouverts aux pays et aux personnes.

La hausse des revenus permet, à son tour, aux gouvernements et aux familles de consacrer davantage aux moyens de renforcements de la santé. Ces derniers agissent sur l'eau, l'installation sanitaire, de vaccins, de médicaments ou des travailleurs de la santé.

³⁰ MNSANP, Plan National d'Action pour la Nutrition 2012-2015

Chapitre III : PISTE DE REFLEXION POUR L'AMELIORATION DES POLITIQUE EN MATIERE DE MALNUTRITION A MADAGASCAR

Section 1 : Concernant le politique de l'Etat

Du côté de l'offre, les programmes publics de nutrition doivent exploiter le réseau qui existe actuellement afin de préserver et améliorer la disponibilité des services et des fournitures. Cela inclut la nécessité de s'appuyer sur les capacités humaines actuelles et d'alimenter le circuit avec des interventions abordables et rentables n'incluant aucun coût à la charge du patient.

Du côté de la demande, l'éducation est nécessaire non seulement pour faire connaître les principaux risques en matière de santé et de nutrition, mais aussi pour améliorer la perception du client des avantages disponibles dans les services de santé, c'est-à-dire augmenter la demande en services spécifiques à la nutrition.

Pour arriver à réduire la malnutrition, il importe de renforcer les capacités techniques et de gestion à tous les niveaux, de la communauté locale à celui de la nation. Il faut répondre au problème du développement des ressources humaines et de la formation, car les personnes correctement formées en nutrition et autres domaines connexes font défaut dans la plupart des pays en développement. Il importe de prêter une attention particulière au statut des femmes dans la société, non seulement parce que cela est un dû. Il y a une corrélation entre le niveau d'éducation des filles et le statut nutritionnel de leurs enfants. Bonne nutrition est une question de connaissance et de culture. Il est nécessaire de reconnaître que les pauvres seront les principaux acteurs de leur propre développement et d'encourager les politiques et programmes qui aident les personnes moins nanties. L'autonomie des femmes et leur participation à ce processus sont particulièrement importantes.

Enfin, il faudra mettre en place une véritable politique de logement pour que tout le monde puisse accéder à un logement qui suit la norme en matière de propreté et d'hygiène. Le loyer de logement devra aussi être proportionnel aux salaires car dans la capitale de Madagascar le loyer est très cher, le salaire en faisant la soustraction de dépense mensuelle comme l'électricité, l'écolage et le loyer. Il ne reste que peu d'argent pour la nourriture. Donc il faudra voir de près la politique concernant le logement pour qu'il y a un peu plus d'argent consacré à la nourriture.

Section 2 :La croissance économique pour lutter contre la malnutrition

Avec l'augmentation de la croissance économique, les revenus des ménages va augmenter à son tour. Donc la croissance économique facilite l'accès à une alimentation suffisante au plan quantitatif. Pour que la croissance économique se traduit par une amélioration des nutriments des plus démunis, il faut que les pauvres soit partie prenante dans le processus de la croissance et qu'ils en bénéficient.

- La croissance doit mobiliser les pauvres et parvenir jusqu'à eux et crée de l'emploi et des possibilités de génération de revenus qui soient à leur portée
- Les pauvres doivent utiliser leur revenu supplémentaire pour améliorer quantitativement (énergie alimentaire) et qualitativement (diversité, teneur en élément nutritif, sécurité alimentaire) leur alimentation et accéder à de meilleurs services de santé et d'assainissement;
- les gouvernements doivent destiner les ressources publiques supplémentaires à des biens et services publics profitant aux pauvres et aux personnes souffrant de la faim (protection sociale, éducation, santé, éducation).

Dans les pays où on observe une augmentation du taux de la croissance économique, le taux de la malnutrition on aussi diminue.

Section 3: Développement local

La lutte contre la malnutrition ne doit pas se réduire à fournir des services sociaux aux populations. Ainsi, il serait intéressant d'en savoir plus en ce qui concerne le développement local, d'une part, puis les apports des activités génératrices de revenus en matière de créations d'emplois, d'autre part. Dans le cadre du développement local, il est important de créer des emplois pour les personnes démunies. Encourager le secteur privé local ne suffit, il convient également de travailler à un environnement davantage favorable à la mobilisation contre la malnutrition. Cela se passe par la sensibilisation des populations mais également par un travail avec l'acteur public sur des politiques publiques favorables au développement du secteur privé local.

Le développement local constitue également un ensemble d'œuvres de réalisation visant à améliorer d'une manière durable les conditions de vie de la population. Cela implique la forte participation de toutes les forces vives de la localité et de toute la population.

Parmi les grands objectifs du développement local, on peut citer par exemple :

- L'amélioration du cadre de vie en mettant en valeur l'environnement naturel et bâti tout en assurant sa protection

- La promotion du milieu de vie en offrant des services en nombre et de qualité satisfaisante
- L'augmentation du niveau de vie en stimulant l'activité économique et la création d'emplois

Ce dernier point montre que l'approche « vivres contre formation » à travers la promotion de moyens d'existence favorables contribue déjà au développement local par la stimulation de l'activité économique pour les populations vulnérables. En d'autres termes, le renforcement de capacité, grâce aux formations techniques des bénéficiaires, constitue un des objectifs du développement local.

L'accroissement de la productivité rurale garantit la sécurité alimentaire notamment par l'encadrement technique des producteurs par rapport à l'amélioration des infrastructures productives locales. La démarche se fait par le recours aux techniques culturales modernes, à l'animation du monde rural, à l'accès aux ressources productives y comprise la terre. Le problème de l'insuffisance du riz pourra être résolu. Il peut aussi promouvoir le revenu rural par les divers programmes financés par le gouvernement ou les ONGs.

Le milieu rural est riche en diverses ressources. Ces dernières devront profiter aux populations rustiques afin qu'ils puissent en bénéficier les impôts et taxes que ces ressources procurent. L'existence des exploitations des mines doit être des activités génératrices d'emplois et des revenus.

Conclusion partielle de la deuxième partie

Le politique de l'Etat en matière de la lutte contre la malnutrition est nécessaire pour un pays pauvre comme Madagascar. En plus de ses politiques, la protection sociale est nécessaire que ce soit du point de vue économique ou social et politique. Elle est parfois comme une sorte de balise qui fait tenir un pays de ne pas tomber dans l'extrême pauvreté. L'autonomisation des femmes aide beaucoup la famille en augmentant la rentrée de revenu à maison et afin de pouvoir manger correctement. Il y a aussi les autres solutions pour lutte contre la malnutrition, combattre ce fléau est nécessaire pour pouvoir se développer.

CONCLUSION

Au terme de la présente étude, différents mots et expressions ont été utilisés pour qualifier et quantifier l'enjeu de la malnutrition à Madagascar. Mais nous pouvons les conclure comme suit :

La malnutrition a des conséquences tout au long de la vie, non seulement sur la santé, mais aussi sur le capital humain, le développement économique, la prospérité et l'équité. Le retard de croissance au cours de la petite enfance compromet la réussite scolaire, décroît le salaire chez l'adulte et réduit la possibilité qu'un enfant atteint puisse sortir de la pauvreté au cours de sa vie adulte

L'éradication de la malnutrition est essentielle au développement humain et économique.

En réponse à la problématique posé dans l'introduction : les ménages malgaches ont vraiment besoin d'aide pour lutter contre la malnutrition surtout venant de l'Etat pour réduire le taux de la malnutrition, de la protection sociale vu l'état où ils se trouvent actuellement (pauvreté et insuffisance de protection vis à vis des systèmes de protection sociale formelle). Pour pallier l'impact de la pauvreté, le gouvernement a mis en œuvre différentes politiques surtout en ce qui concerne la nourriture comme la subvention des prix pour certains produits alimentaires et fournit des travaux pour augmenter les revenus des ménages. Ces solutions ne durent pas, d'où la nécessité des mesures de promotion qui cherchent principalement à faire sortir les individus de leur situation d'extrême pauvreté et d'indigence humaine.

Pour combattre la malnutrition chronique pourquoi ne pas impliquer davantage les mères dans l'activité économique. Elles contribuent aussi à l'amélioration des revenus afin d'augmenter les pouvoirs d'achat de la famille et que les enfants et toute la famille puissent manger de la bonne nourriture.

D'autres solutions sont proposées comme l'augmentation de la croissance économique pour la sécurité alimentaire à condition que les pauvres fassent partie des acteurs de la croissance économique. D'ailleurs l'agriculture aussi est très importante pour le développement d'un pays. Pour un pays où la majorité de la population sont des agriculteurs et la malnutrition sévit encore est inacceptable. Donc il faut pousser ce secteur plus haut car le développement du pays en dépend. Un changement profond du système d'alimentation et de l'agriculture est nécessaire si nous voulons nourrir tout le monde à Madagascar. L'Etat aussi accorde une importance particulière à ce problème de malnutrition vu que c'est inscrit dans

son politique nationale et les efforts fournis par l'ONN pour diminuer le taux de la malnutrition.

Pouvoir vaincre la malnutrition est un grand défi pour Madagascar car son développement en dépend. Manger à sa faim une bonne nourriture est une préparation à l'avenir du pays car c'est la préparation du capital humain. Une bonne nutrition est équivalente à une amélioration de la capacité de développement économique et sociale. La moitié du développement des pays développés actuellement est due à une amélioration de la nutrition, de la santé et de l'hygiène. Le secteur de l'alimentation offre des solutions clés pour le développement de Madagascar et il est au cœur de l'éradication de la faim et de la pauvreté.

Enfin, nous pensons et espérons que le présent mémoire servira d'appui bibliographique à ceux qui s'intéresseront à ce sujet.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages fondamentaux :

- SEN A., 2000, *Un nouveau modèle économique Développement, Justice, Liberté* ; Ed Odile Jacob
- BRIEN A., 1985, *Prévention et traitement de la malnutrition*, guide pratique, Libraire Eyrolles
- BECKER D., 1964, *la théorie du capital humain*, in Montoussé M. (sld.), *théorie économique* Rosny, Bréal, p60-65.
- ROSANVALON P., 2011, *La société des égaux, Essai broché*, Edition seuil
- GREFFE X., Octobre 1985, *Economie des interventions sociales*, Economica,
- KEYNES, J.M., 1936, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Edition franc Petite Bibliothèque Payot Paris
- MARX K., 1969, *le capital*, édition Garnier Flammarion
- Modigliani et Brumber, 1954, *Analyse en termes de d'utilité et fonction de consommation*
- BARRE R., 1963, *Economie politique*, Tome I, presse universitaire de France Thémis, Paris
- SMITH A., 1976, *Essai sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Edition franc Gallimard, Paris

Revue et Rapport :

- Banque Mondiale, 29 Mai 2012, Madagascar après trois ans de crise : évaluation de la vulnérabilité et des politiques et perspectives d'Avenir
- BIT et OMS, 2011, Socle de Protection Sociale pour une mondialisation juste et inclusive
- Centre Internationale de Formation de l'OIT, 11 au 29 Mai 2009, Rapport Nationale sur Madagascar, Cours A1-01271
- Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté, 2007
- Politique Générale de l'Etat 2014
- Politique National de Développement 2015-2019
- FONTENEAU Bénédicte, Juillet 2008, Protection Sociale en Afrique : Contribution de l'économie sociale et enjeux politiques, Higher Institute of Leuven
- Madagascar Action Plan, 2007
- Madagascar Rapport au gouvernement, Novembre 2005, Etude préliminaire sur la gouvernance du système Nationale des assurances sociales
- Mémoire sur le Programme de Nutrition, 1992

- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, 2015-2019, Plan directeur de la recherche sur l'agriculture et la sécurité alimentaire
- Plan National d'Action pour la Nutrition II, 2012-2016
- Plan National de Développement 2015-2019
- Plan National d'Action pour la Nutrition III, 2017-2021
- Ministère d'Etat chargé de l'Economie et de l'Industrie, Octobre 2010, rapport économique et financier 2009-2010,
 - Ministère d'Etat chargé de l'Economie et de l'Industrie, rapport économique et financier 2010-2011, Juillet 2011
- INSTAT, 1993, Enquête Périodique auprès des Ménages, Secteur Informel
- INSTAT, 2005, Enquête Périodique auprès des Ménages
- INSTAT, 2010, Enquête Périodique auprès des Ménages
- OIT, Document de Réflexion 19, la Protection Sociale de la Santé, Août 2007- OPDE (Outil Pour Décider Ensemble), Aide à la décision et gouvernance, Montpellier : France (2010)
- Programme Pays pour le travail décent 2010-2013 Madagascar, Juin 2010
- Travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) pour la Protection sociale à Madagascar : Problème et Option de politique, Africa Région working Papers Series No- 117 August 2008
- Banque Mondiale, 2006, Replacer la nutrition au cœur du développement, Stratégie d'intervention à grande échelle, vue d'ensemble
- UNICEF, ODD, 2017, Plan d'investissement pour la nutrition à Madagascar
- Programme Alimentaire Mondial/ INSTAT Madagascar, Septembre 2014, Analyse globale de la Sécurité alimentaire et Nutritionnelle, et de la vulnérabilité
- La nutrition et les objectifs du développement durable d'après 2015, note d'orientation
- PNUD, 2013. Résumé Rapport sur le développement humain 2013 - L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié
- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Plan directeur de la recherche sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2015-2019
- Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme, 18 et 19 Août 2015 à l'Hôtel Colbert Rencontre des experts sur la Protection Sociale « *Protection Sociale à Madagascar: Cadre international et Politique nationale* »
- Nutrition Mondiale, 2015, Mesure et redevabilité en vue d'accélérer le progrès mondiaux en matière de nutrition et développement durable

ANNEXE

I-QUESTIONNAIRE D'AVANT FORMATION :

1. CONCERNANT LA PARTICIPANTE

Nom et Prénoms : Age :

Etat matrimoniaux : Marié [] Divorcé [] Veuve []
 Célibataire []

Niveau d'étude :

Nombre d'enfant : Age :

Adresse : Profession du mari :

Téléphone :

2. ACTIVITE GENERATRICE DE REVENU

-Quelle activité génératrice de revenu exercé vous ?

.....
.....

-Quels sont les problèmes rencontrés dans l'exercice de votre AGRs ?

.....
.....

-En cas de problème que feriez-vous ?

.....

3-GESTION FINANCIERE

-Comment gérez-vous votre argent ?

.....

-Est-ce que votre revenu peut subvenir à tout votre besoin ?

.....

-Si non que feriez-vous s'ils n'y a plus d'argent à la maison ?

.....

-Est-ce que vous épargner ?

Oui [] Non []

-Si oui, à quelle fréquence ?.....

4-ALIMENTATION DES ENFANTS

-Est-ce que vous avez un budget spéciale pour acheter de met spécial pour enfant ?

.....

-Comment est l'état du budget pour acheter de la nourriture ?

.....

-Quels sont les aliments que vous donneriez vous à vos enfants le plus souvent et les aliments que vous ne donnez pas ou les aliments que vous donnez rarement à vos enfants ?

.....

5-AUTRES

-Quels sont vos objectifs de vie ?

.....

-Comment voyez-vous votre vie dans quelques années ?

.....

-Autres choses à dire.....

II- EVALUATION

1- DEVELOPPEMENT PERSONNEL:

-Quels sont les changements constater vous sur vous ?

.....

-Comment était la relation que vous entreteniez avec votre famille depuis la formation

.....

- Comment gérez-vous votre emploi du temps actuellement?

.....

-Face à des situations difficiles que feriez-vous depuis la formation ?

.....

2-ESPRIT ENTREPRENEURIALE :

-Quels sont les changements sur la façon de gérer votre activité génératrice de revenue ?

.....

-Quels sont les différences entre la façon de gérer votre activité avant et après la formation ?

.....

-Quels sont les améliorations apportées à votre activité ?

.....

3-ALIMENTATION

-Quels sont les changements au niveau de l'habitude alimentaire ?

.....

AUTRES

-Quels sont les nouvelles acquisitions ?

.....

-Autres choses à dire concernant le résultat de la formation.....

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	i
SIGLES ET ACRONYMES	ii
GLOSSAIRES.....	iv
LISTE DES GRAPHIQUES	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
SOMMAIRE	vii
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : REVUE LITTERATURE SUR LA MALNUTRITION A MADAGASCAR ..	3
Chapitre I- CONCEPT DE LA MALNUTRITION A MADAGASCAR	4
Section 1 : Définition des termes associé à la malnutrition	4
1-Malnutrition.....	4
2-Sous-alimentation.....	5
3-Suralimentation	5
4-La mauvaise assimilation	6
5-Insécurité alimentaire	6
Section 2: Caractéristiques de la Malnutrition	7
1-Différents types de la malnutrition.....	7
1-1-La malnutrition aigüe	7
a- La malnutrition aigüe modérée	8
b-La malnutrition aigüe sévère.....	8
1-2-La malnutrition chronique	8
2- Taux de la malnutrition (dans tout Madagascar).....	9
Chapitre II : MALNUTRITION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE A MADAGASCAR	12
Section 1 : Liens entre la pauvreté et la malnutrition.....	12
1-Causes de la malnutrition chronique à Madagascar	12
1-1-Cause immédiat au niveau individuel	12
a-Apport nutritionnel insuffisant ou inadéquat	12
b-Sous-alimentation	13
1-2-Cause sous-jacente au niveau des ménages.....	13
a- L'insécurité alimentaire	13

b- Revenu faible	14
1-3-Causes fondamentales au niveau de la société	15
a-Inexistence de protection des groupes vulnérables et marginalisé.....	15
b-Pratique archaïque de la culture et de l'élevage.....	15
1-4-La pauvreté cause fondamentale de la malnutrition au niveau du pays	16
1-5-Causes structurel de la pauvreté à Madagascar	17
a-Choc fréquent	17
b- Risque systématique.....	18
c-Problème des terres	19
Section 2 : conséquence de la malnutrition sur le développement économique de	
Madagascar.....	19
1-Conséquence sur la personne victime de la malnutrition.....	19
1-1-Mortalité infantile.....	19
1-2-Maladie chronique.....	20
2-Conséquence sur l'économie.....	21
2-1-Conséquence sur le capital humain (l'intellect)	21
2-2-Mauvaise performance scolaire :.....	24
2-3-Les enfants avenir d'un pays	25
2-4-Conséquence sur le PIB.....	26

PARTIE II : LES DIFFERENTES MESURES POUR LUTTER CONTRE LA	
MALNUTRITION.....	30
Chapitre I : ANALYSE DES CONTRAINTE DE LA MALNUTRITION A	
MADAGASCAR	31
Section 1 : Environnement interne	31
1-Force.....	31
2- Faiblesse	31
3-Pourquoi investir dans la malnutrition?	32
Section 2 : Politique pour lutte contre la malnutrition à Madagascar	33
1-Historique de la lutte contre la malnutrition à Madagascar de 1960 à 2018.....	33
1-1-De 1960 à 1993	33
1-2- De 1993 à 2003	34
1-3- De 2004 à 2018	34
1-Politique Nationale de Développement (PND)	35

2-Pan National d'Action pour la Nutrition III (2017-2021) ou PNAN III	35
2-1-La nutrition spécifique.....	36
2-2- Nutrition Sensitive.....	37
2-3-Gouvernance dans le PNAN III.....	37
2-4-Rôle de l'Etat.....	38
a- Le prix de produits de base sur le marché international.....	38
b- L'économie de marché.....	39
2-5- Substitution de produits de base.....	39
a-Culture des produits de substitution du riz.....	39
b- Diminution de la dépendance pétrolière	40
Section 3 : Booster l'agriculture.....	41
1-Utilisation des techniques moderne.....	42
2-Formation professionnelle en agriculture.....	42
3-Relancer l'agriculture	42
4-La sécurisation foncière	43
Chapitre II : L'IMPORTANCE DE LA PROTECTION SOCIALE	44
Section 1 : Protection sociale et Malnutrition	44
1- La protection sociale : un lien avec le niveau économique.....	44
2- La protection sociale : un instrument efficace de lutte contre la pauvreté et l'inégalité	45
3- Autres importances de la protection sociale.....	45
Section 2: Les impacts nutritionnelles de la protection sociale.....	45
1- Augmenter ou stabiliser les revenus des ménages	45
1-1- Assurance	45
a-Services rendus aux individus	46
b- Services octroyés à la collectivité	46
1-2-Transfert sociaux :	46
1-3-Subvention aux intrants	47
1-4-Travaux Publics à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO).....	49
a-Définition :	49
b- Les travaux HIMO	50
Section 3 : Mesure pérenne pour lutter contre la malnutrition.....	52
1-Renforcer le rôle et l'autonomie des femmes.....	52
1-1-Les femmes solution pour lutter contre la malnutrition	52

1-2-Exemple : Economie Ménage et Groupement des Femmes.....	53
a-Comportement des mères avant la formation.....	54
b- Quelques mois après la formation de niveau 1	54
1-3-Avantage de l'EMGF	56
a- La promotion de l'entreprenariat féminin	56
b-L'autonomisation des femmes	56
2-Améliorer et investir dans le capital humain.....	57
2-1-Education.....	58
2-2-Travail	59
2-3-Santé	61
Chapitre III : PISTE DE REFLEXION POUR L'AMELIORATION DES POLITIQUE EN MATIERE DE MALNUTRITION A MADAGASCAR	62
Section 1 : Concernant le politique de l'Etat.....	62
Section 2-La croissance économique pour lutter contre la malnutrition.....	63
Section 3: Développement local	63
CONCLUSION	66
BIBLIOGRAPHIE	I
ANNEXE	III
TABLE DES MATIÈRES	V

Nom et Prénoms : DAHIMENA Fanny Davina

Contact : 032 61 234 74/ mail : fannydavi26@gmail.com

Titre : L'impact de la malnutrition sur le développement économique de Madagascar

Nombre de pages : 67

Tableaux : 8

Figure/Graphique : 3

Résumé :

La malnutrition est un signe caractéristique des pays pauvres. La pauvreté est un facteur de la malnutrition car il y a une faiblesse du pouvoir d'achat de la population et tout autre facteur qui entre en jeu qui fait que la population n'a pas d'accès à la bonne alimentation. Par conséquent, le capital humain se détériore de plus en plus (de moins en moins productif). Nous sommes un pays agricole, mais l'alimentation est toujours inaccessible par les pauvres. Des moyens comme la protection sociale ont été mis en place pour venir en aide aux plus vulnérables pour qu'ils puissent consacrer un peu plus de leurs revenus à l'alimentation. Il y a aussi la promotion des femmes dans l'économie de ménage et groupement des femmes. Pour pouvoir se développer, il ne faut pas oublier les rôles des femmes dans la société. Elles pourront aussi contribuer à l'augmentation du revenu à la maison et enfin à l'amélioration en qualité comme en quantité de l'alimentation des enfants avenir de notre pays. L'agriculture, il faut l'exploiter car le développement de Madagascar s'y trouvent vu le nombre des populations actives dans ce secteur. La participation des pauvres au processus de la croissance pourra aussi inverser la tendance pour qu'ils puissent en bénéficier les avantages de la croissance économique. L'Etat, les bailleurs de fond et d'autres ONG accordent aussi une importance particulière à ce combat car ils savent très bien que vaincre la malnutrition changera beaucoup des choses pour Madagascar.

Mots clés : Capital humain, croissance économique, développement, gouvernance, protection sociale, vulnérabilité, bonne alimentation, malnutrition, supplémentation alimentaire

Abstract

The malnutrition is a characteristic sign of the poor countries. Poverty is a factor of the malnutrition because there are a weakness of the power purchase of the population and all other factor that come into plays that make that the population doesn't have an access to the good food. Therefore, the human capital deteriorates more and more (less and less productive). We are a country agriculturist, but the food is always inaccessible by the poor people. Of the means as the social welfare has been put in place to come in help to the most vulnerable so that they can dedicate a few more of their incomes to the food. Has the promotion of the women also in the economy of household and grouping of the women. To be able to develop him, it is not necessary to forget the roles of the women in the society. They will also contribute home to the increase of the income and finally to the improvement in quality as in quantity of the food of the children future of our country. Agriculture, it is necessary to exploit it because the development of Madagascar finds seen himself of it the number of labor forces in this sector. The involvement of the poor people to the process of the growth will be able to reverse the tendency also so that they can benefit the advantages of the economic growth of it. The state, the lessors of bottom and NGO others also grant a particular importance to this fight because they know very well that to defeat the malnutrition will change a lot of the things for Madagascar.

Keywords: Human capital, economic growth, development, governance, social welfare, vulnerability, good food, malnutrition, food supplementation.

Encadreur : Professeur RANDRIAMANAMPISOA Holimalala, Maître de Conférenc